Notice d'incidence
Loi sur l'eau

Dans le cadre de la réalisation d'un forage
pour l'abreuvement des bovins
du GAEC DE L'ANGELINE

Commune de Soulosse-sous-Saint-Élophe (88630)

160 avenue du Général Leclerc
54 500 Vandœuvre-lès-Nancy
Tél : 06.67.15.19.37
Mail : contact@irola-environnement.fr

février 2025

Rubriques concernées :
Rubrique 1.1.1.0 (Création du forage) : seuil de déclaration

TABLE DES MATIÈRES

Liste des figures 3
Liste des tableaux 3
Résumé non technique 4
Préambule 5
Limites de la présente étude 6
1. Coordonnées du maitre d'ouvrage 7
2. Présentation du projet 7
2.1. Localisation du projet 7
2.2. Situation administrative de l'installation et maitrise foncière 7
2.3. Description technique des travaux 10
2.4. Description de l'ouvrage 10
2.5. Prélèvements demandés 11
3. Aspects réglementaires 14
3.1. Le code minier 14
3.2. Article R214-1 du Code de l'Environnement 14
3.3. Article L213-10-9 du Code de l'Environnement 14
3.4. Urbanisme 14
4. ÉTUDE d'incidences 15
4.1. Contexte du projet de forage 15
4.1.1. Contexte géologique 15
4.1.2. Contexte hydrogéologique 17
4.1.3. Contexte hydrographique 17
4.2. Incidence du projet sur les ressources en eau 17
4.2.1. Incidence sur les puits et forages aux alentours 17
4.2.2. Incidence sur les cours d'eau aux alentours 19
4.2.3. Incidence sur les eaux souterraines 19
4.2.4. Incidence sur le risque sanitaire 20
4.3. Conformité aux zones réglementaires 20
4.3.1. Incidence sur les zones naturelles 20
4.3.2. Incidence sur les zones humides 22
4.3.3. Étude de risques 24
4.3.4. Périmètre de Protection de Captage 24
4.3.5. Compatibilité avec le SAGE et le SDAGE 24
4.3.6. Zone de répartition des eaux 24
5. Mesures de suivi et de contrôle 26
6. Abandon de l'ouvrage 27
Conclusion 28
7. Annexes 28
7.1. Informations fournies par le pétitionnaire 28
7.2. Maitrise foncière 28
7.3. Rapport Géorisques 28

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Localisation du projet de forage sur la commune 8
Figure 2 - Localisation du projet de forage sur le plan cadastral 9
Figure 3 - Coupe prévisionnelle du forage 12
Figure 4 - Schéma de principe de réalisation d'un forage 13
Figure 5 - Carte géologique des environs du projet de forage 16
Figure 6 - Carte de localisation des ouvrages de la Banque du sous-sol 18
Figure 7 - Localisation de la zone Natura 2000 la plus proche 21
Figure 8 - Carte seuillée des zones potentiellement humides aux environs du projet 23
Figure 9 - Carte de localisation des captages AEP 25
Figure 10 - Schémas explicatifs de remblayage pour des forages captant 27

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Références à l'article R214-32 du Code de l'Environnement 5
Tableau 2 - Coordonnées du demandeur de l'étude 7
Tableau 3 - Coordonnées du forage estimées sur Géoportail 7
Tableau 4 - Tableau récapitulatif de l'ouvrage 11
Tableau 5 - Ensemble des points BSS recensés à moins de 1 km. 17

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Ce projet consiste en la réalisation d'un forage d'une profondeur prévisionnelle de **72 m** pour **le GAEC DE L'ANGELINE** sis sur la commune de Soulosse-sous-Saint-Élophe (88630). Il vise à assurer **l'abreuvement des bovins**. Si la destination devait changer, l'exploitant est tenu de se rapprocher des Services de l'État concernés afin de faire la démarche adaptée à l'usage recherché.

Les travaux seront réalisés par la société **Forage Grand Est** pendant une durée de 5 jours après la réception du récépissé.

Les prélèvements d'eau demandés seront de **2 m^3/h** sur un fonctionnement d'environ **6 h/j** soit un débit d'environ **12 m^3/j**. Les prélèvements seront réalisés **toute l'année**, ils seront donc au maximum de **4 500 m^3/an**.

Ce projet de forage est situé dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) : **Rhin-Meuse**. Il n'est toutefois pas situé au sein d'un SAGE ou d'une ZRE.

Il permettra de capter l'eau souterraine de l'entité hydrogéologique régionale : **Calcaires des côtes de Meuse de l'Oxfordien et du Kimméridgien et argiles du Callovo-Oxfordien (FRB1G113)** selon les SDAGE 2022-2027 dont la quantité est considérée comme bonne et la qualité comme pas bonne.

Implanté **à une distance respectant la réglementation en vigueur** pour **les zones à risques** (épandages, bâtiments d'élevages et leurs annexes, ...), le projet de forage est positionné de façon à limiter au maximum les risques liés à ces activités (le forage est présent au sein d'une prairie).

Autour du site dans un rayon de 1 km, il n'y a aucune installation classée pour la protection de l'environnement, anciennes industries et activités et aucun site pollué.

Le projet de forage n'est pas situé dans une zone Natura 2000. La plus proche est celle relevant de la **Directive Habitat : Vallée de la Saônelle (FR4100230)** ; située à une distance de **4,5 km**.

La commune du projet de forage se situe dans un PPRi, cependant l'emplacement du projet n'est pas situé dans une zone réglementée.

La profondeur prévisionnelle du forage est **supérieure à 50 m**, de ce fait, ce projet fait l'objet d'une procédure d'étude au cas par cas selon la catégorie 27 a définie par l'article R122-2 du Code de l'Environnement. **La décision sera jointe en annexe**.

Ce dossier de déclaration devant être soumis à l'instruction des Services de l'État, n'est pas un récépissé, **seul l'accord de l'Administration fait foi pour la réalisation des travaux**.

PRÉAMBULE

Le dossier loi sur l'eau comporte les éléments ci-dessous conformément à l'article R214-32 du Code de l'Environnement. Les références sont données dans le tableau ci-dessous.

N° article R214-32			Descriptif de l'élément	Référence associée
I			Toute personne souhaitant réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumise à déclaration adresse une déclaration au préfet du département ou des départements où ils doivent être réalisés.	-
II			Cette déclaration, remise soit sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure, soit en un exemplaire et sous forme électronique, comprend les points ci-dessous.	Téléprocédure Ou 1 exemplaire relié, 1 exemplaire informatique (CD)
II	1		Le nom et l'adresse du demandeur, ainsi que son numéro SIRET ou, à défaut, sa date de naissance	1.Coordonnées (p 7)
II	2		L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité doivent être réalisés, ainsi qu'un document attestant que le déclarant est le propriétaire du terrain ou qu'il dispose du droit d'y réaliser son projet ou qu'une procédure est en cours ayant pour effet de lui conférer ce droit.	2.1 Localisation du projet page 7 Figure 1 (p 8) Figure 2 (p 9) Annexes - Maitrise foncière
II	3		La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activités envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.	2.3. Description technique des travaux (p 10) 2.4. Description de l'ouvrage (p 10) 2.5. Prélèvements demandés (p 11) 3.2. Article R214-1 du Code de l'Environnement (p 14)
II	4		Un résumé non technique	Résumé non technique (p 4)
II	5	a)	Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives ainsi qu'un résumé non technique.	2.5. Prélèvements demandés (p 11)
II	5	b)	Indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées et compte tenu des variations saisonnières et climatiques.	4.2. Incidence du projet sur les ressources en eau (p 17) 4.3.2. Incidence sur les zones humides (p 22)
II	5	c)	Justifiant, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux et avec les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné […] prévus par l'article D.211-10.	4.3.5 Compatibilité avec le SAGE et le SDAGE (p 24) 4.3.3 Étude de risques (p 24)
II	5	d)	Comportant l'évaluation des incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation de ces sites. Le contenu de l'évaluation d'incidence Natura 2000 […], dès lors que cette première analyse conclut à l'absence d'incidence significative sur tout site Natura 2000.	4.3.1. Incidence sur les zones naturelles (p 20)
II	5	e)	Précisant s'il y a lieu les mesures correctives ou compensatoires envisagées.	N'affecte aucun patrimoine
II	5	f)	Comportant, le cas échéant, la demande de prescriptions spécifiques modifiant certaines prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités, lorsque les arrêtés pris en application de l'article R.211-3 prévoient cette possibilité	
II	5	g)	Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et déversements prévus.	5. Mesures de suivi et de contrôle (p 26)
II	6		Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier, notamment de celles mentionnées aux 3° et 5°.	Figures du dossier

Tableau 1 - Références à l'article R214-32 du Code de l'Environnement

LIMITES DE LA PRÉSENTE ÉTUDE

La présente étude constitue un dossier de déclaration en vue d'obtenir l'autorisation de forer au titre du Code de l'Environnement, comprenant les détails administratifs, la situation géographique, le contexte géologique et hydrogéologique, les aquifères en présence, l'aquifère visé le plus vraisemblable à la lecture des données ou références diffusées par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), et l'étude des incidences de l'opération.

L'emplacement retenu a été sélectionné par le foreur et/ou un sourcier et n'engage pas la responsabilité d'IROLA Environnement. Les informations transmises dans la fiche de renseignements et tout autre document dans le cadre de ce dossier proviennent du client ou de la société de forage et n'engagent pas la responsabilité d'IROLA Environnement.

En aucun cas, la présente étude ne peut garantir la présence d'un aquifère pérenne au demandeur, le sous-sol pouvant être sujet à des aléas non prévisibles (fracturations, variations latérales, méconnaissances dans certains secteurs…).

Le maître d'ouvrage ou le foreur devra réaliser des Déclarations de Travaux et/ou des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux (DT/DICT) auprès des gestionnaires de réseaux susceptibles de détenir des réseaux à proximité (cf. www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr/), ceci pour garantir la sécurité du chantier et l'intégrité des réseaux voisins.

Le maître d'ouvrage (demandeur) et l'entreprise de travaux devront s'assurer de l'absence de réseau souterrain au droit du projet.

1. COORDONNÉES DU MAITRE D'OUVRAGE

Les coordonnées du maitre d'ouvrage sont données dans le tableau ci-dessous.

Dénomination sociale	**GAEC DE L'ANGELINE**
N° SIRET	52494067300014
Siège Social	JUBAINVILLE (88630) 1 LA TUILERIE
Site concerné	Soulosse-sous-Saint-Élophe (88630) Lieu-dit : EN BOUCHONS Parcelle : YK - 0028 Surface : 35 239 m²
Contact	JACQUOT Damien, Gérant Tél : +33 684903519 Mail : damienjacquotangeline@gmail.com

Tableau 2 - Coordonnées du demandeur de l'étude

2. PRÉSENTATION DU PROJET

2.1. Localisation du projet

La localisation du point de forage est illustrée en **Figure 1** et sur plan cadastral en **Figure 2.** Les coordonnées du forage sont données dans le tableau suivant.

	X (en m)	Y (en m)	Altitude NGF (en m IGN 69)	Système de Coordonnées
Forage	967388	6805010	313	Lambert 93 (2154)
	852615	2387710		Lambert II étendue (27572)
	6°36'23''E	48°17'26''N		WGS 84 (4326)

Tableau 3 - Coordonnées du forage estimées sur Géoportail

2.2. Situation administrative de l'installation et maitrise foncière

Le forage est destiné à **l'abreuvement des bovins** du **GAEC DE L'ANGELINE** dont l'activité principale consiste en Culture et élevage associés (01.50Z).

Selon les informations fournies par le pétitionnaire, le GAEC DE L'ANGELINE est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement sous le régime de la déclaration.

Le maître d'ouvrage possède la maîtrise foncière, comme précisé en **Annexe 7.2**.

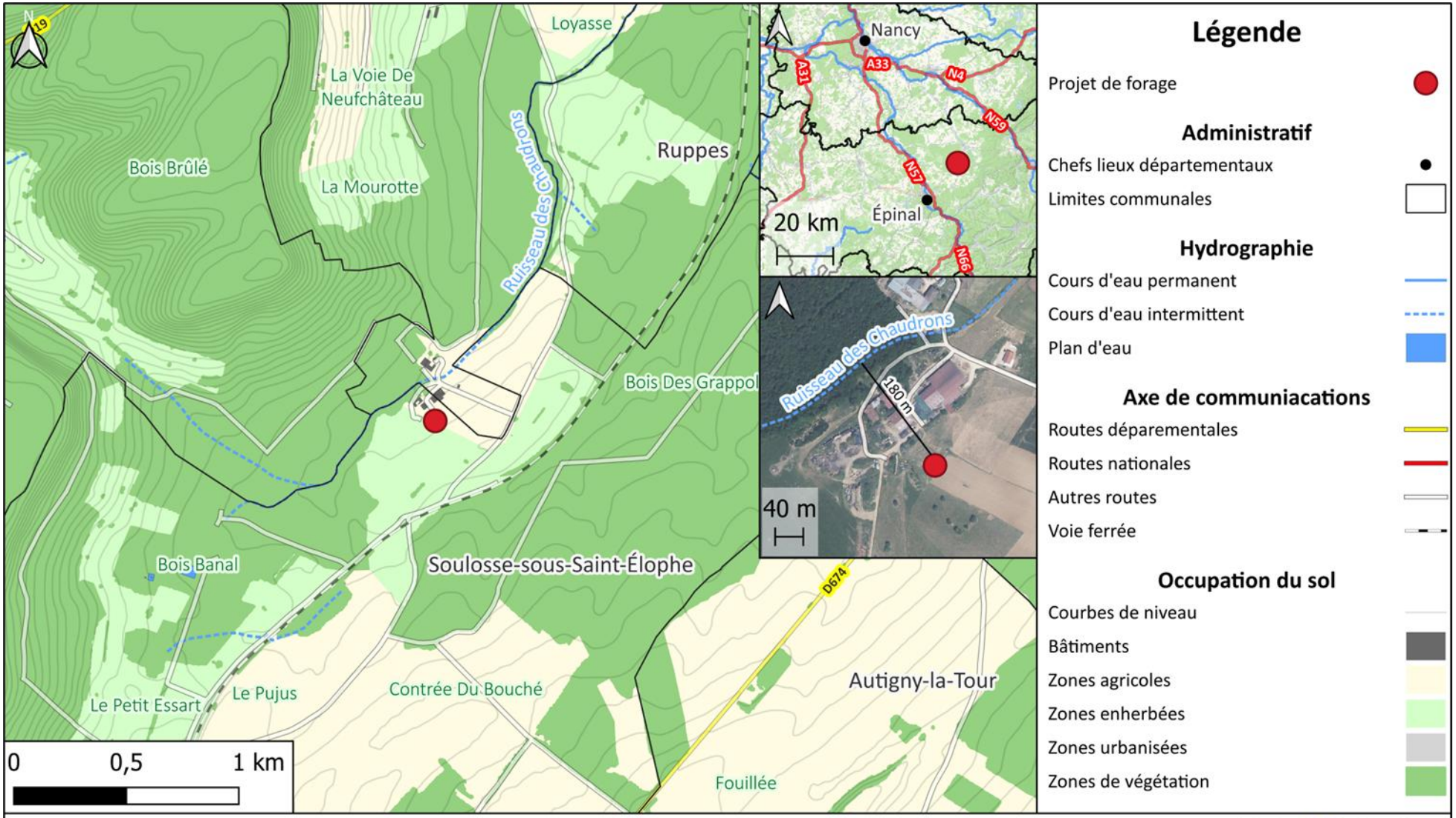


Figure 1 - Localisation du projet de forage sur la commune

(Cette carte a été réalisée par IROLA Environnement en Janvier 2025 en utilisant les données de la BD TOPO de l'IGN et les données de la base de données CorineLandCover)

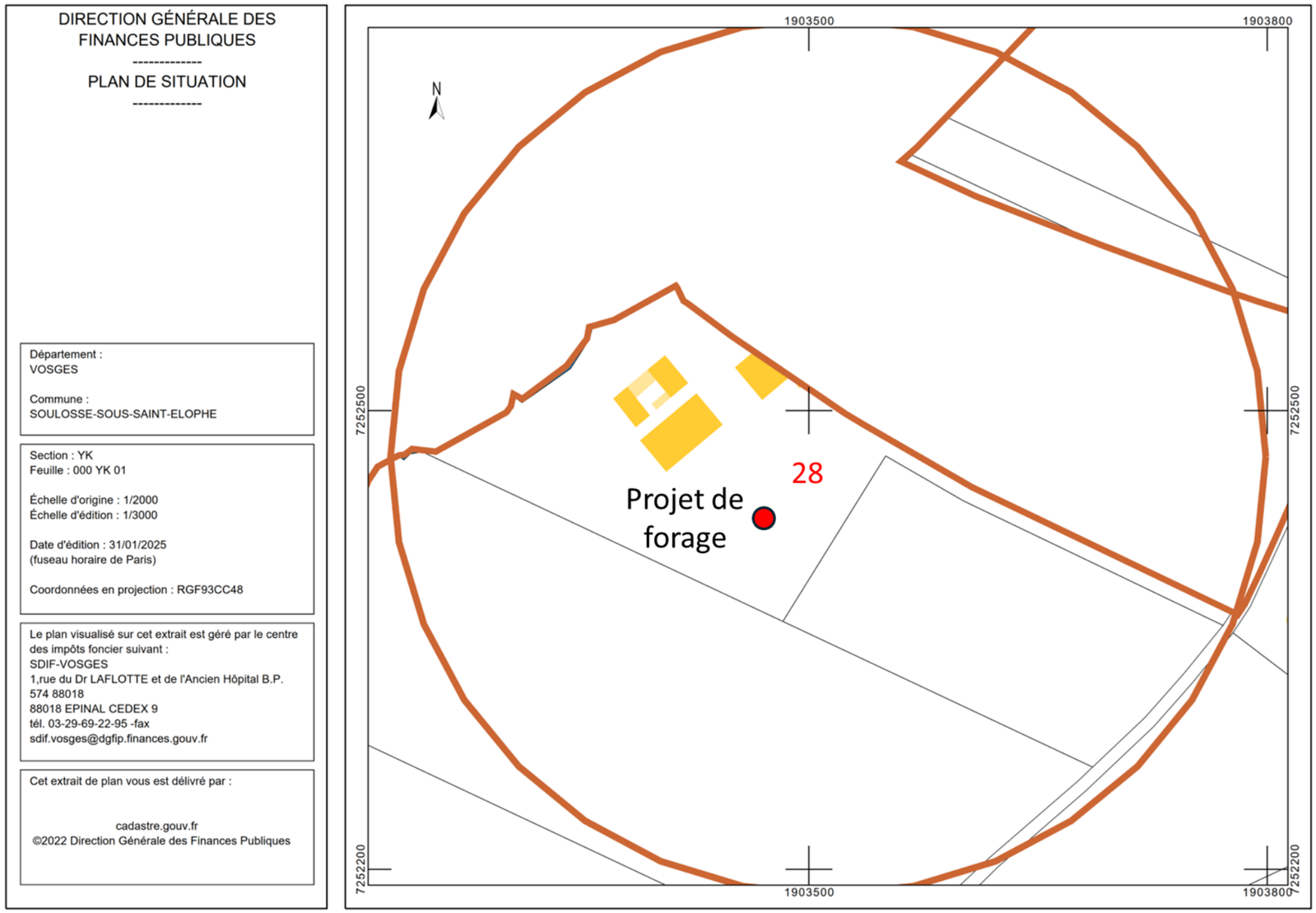


Figure 2 - Localisation du projet de forage sur le plan cadastral
(Extrait de cadastre.gouv.fr – Janvier 2025)

2.3. Description technique des travaux

Les travaux seront effectués par la Société de forage, *Forage Grand Est* après réception du récépissé sur une durée maximale de 5 jours.

Le forage sera réalisé selon une méthode de marteau fond de trou. Un pompage de dessablage sera réalisé sur le puits, d'une durée maximale de 12 heures avec un débit estimé à $5\ m^3/h$. Les eaux seront rejetées à même le sol. **Les conditions techniques de réalisation du forage seront conformes à la norme NF X10-999 et les essais de pompage à la norme NF P94-130**.

Les déblais de forage seront stockés à proximité de la machine afin de permettre l'identification des terrains traversés. Ils pourront ensuite être étalés en surface sur le site au droit de zones non aménagées ou non protégées (remblaiement de nids de poule ou de petites dépressions). En cas d'impossibilité de réemploi sur site, ils seront évacués et réutilisés par la Société de forage dans le cadre de ses activités d'aménagements paysagers.

Les hydrocarbures nécessaires pour le fonctionnement de la sondeuse seront stockés sur une aire étanche de type cuvette de rétention, garantissant la récupération de la totalité des produits en cas d'incident. Ce dispositif sera protégé des intempéries par une bâche.

Les travaux feront l'objet d'une déclaration préalable conformément à l'article L411-1 du Code Minier (ancien article 131 du Code Minier), réalisée sur la plateforme DUPLOS.
Un rapport de fin de travaux au format GESFOR sera édité par le maître d'œuvre où seront consignées toutes les données techniques de l'ouvrage réalisé (coupe technique et géologique, essai de pompage, déroulement des travaux, …).

2.4. Description de l'ouvrage

Les caractéristiques de l'ouvrage sont définies dans le **Tableau 4.** La coupe technique prévisionnelle se trouve en **Figure 3**. Un schéma de principe de réalisation de forage est également illustré en **Figure 4**.

Ces caractéristiques peuvent être amenées à être modifiées afin de s'adapter à des caractéristiques particulières repérées sur le terrain, mais les mesures de protection de la ressource et de l'environnement ne peuvent être réduites.

Paramètre		Valeur
Hydrogéologie		
Terrains traversés		**Argiles de la Woëvre ($j_{4\text{-}5}$)** *Callovien-Oxfordien*
Aquifère exploité		Calcaires des Côtes de Meuse de l'Oxfordien et du Kimméridgien et argiles du Callovo-Oxfordien (FRB1G113) (**4.1.2**).
Caractéristiques du forage		
Foration (diamètre)		180 mm
Profondeur prévisionnelle	**Totale :**	72 m
	Pleine :	63 m
	Crépinée :	9 m
Taille de la crépine		2,0 mm

Captage	
Profondeur de la pompe immergée	Définie lors du forage
Massif filtrant	A l'emplacement des crépines
Type de massif filtrant	Graviers roulés (entre 4 et 8 mm)
Suivi	Compteur volumétrique (valeurs enregistrées)
Dispositifs de protections	
Hauteur hors-sol	0,5 m
Type d'ouvrage en surface	Buse en béton avec gravure ou équivalent
Protection	Capot cadenassable maintenu fermé
Cimentation	Sur les premiers mètres et aux zones où le tubage est plein
Autres	
D'autres informations plus spécifiques seront transmises dans le rapport de fin de travaux.	

Tableau 4 - Tableau récapitulatif de l'ouvrage

2.5. Prélèvements demandés

Après l'analyse des besoins du GAEC DE L'ANGELINE, les prélèvements au sein de l'entité hydrogéologique régionale Calcaires des Côtes de Meuse de l'Oxfordien et du Kimméridgien et argiles du Callovo-Oxfordien (FRB1G113) seront d'environ :

- Un débit instantané de : **2 m³/h** ;
- Un débit journalier de : **12 m³/j** ;
- Un débit annuel de : **4 500 m³/an**.

Justification des prélèvements :

Le forage servira à l'abreuvement du cheptel de 230 bovins du pétitionnaire. Jusqu'ici il utilisait le réseau d'eau potable de la concession, mais pour des raisons financières, il a décidé de réaliser un forage.

Les volumes demandés correspondent aux besoins maximums du pétitionnaire (majoré pour prendre en compte l'évolution de l'entreprise) afin de subvenir à l'abreuvement des bovins.

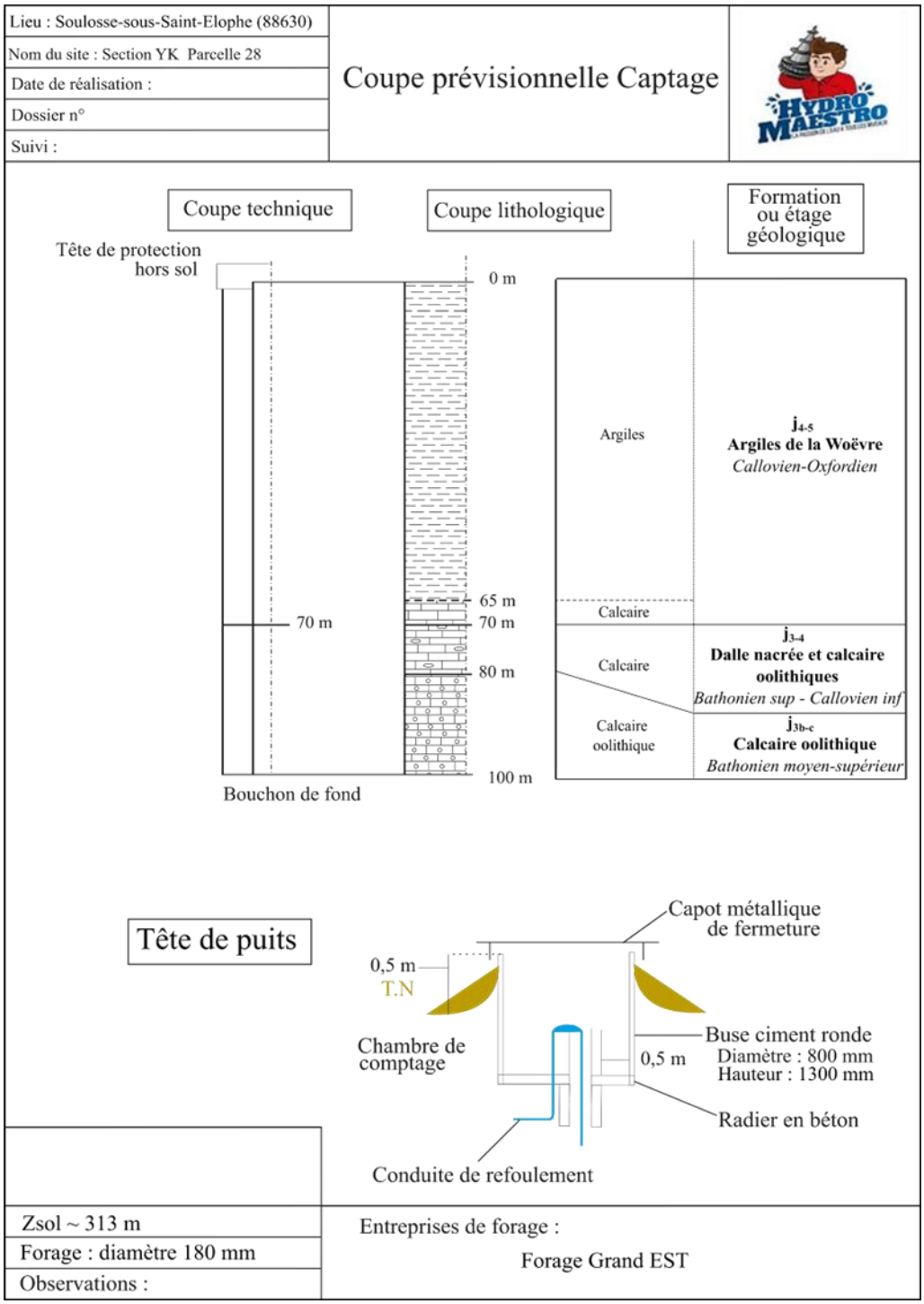


Figure 3 - Coupe prévisionnelle du forage

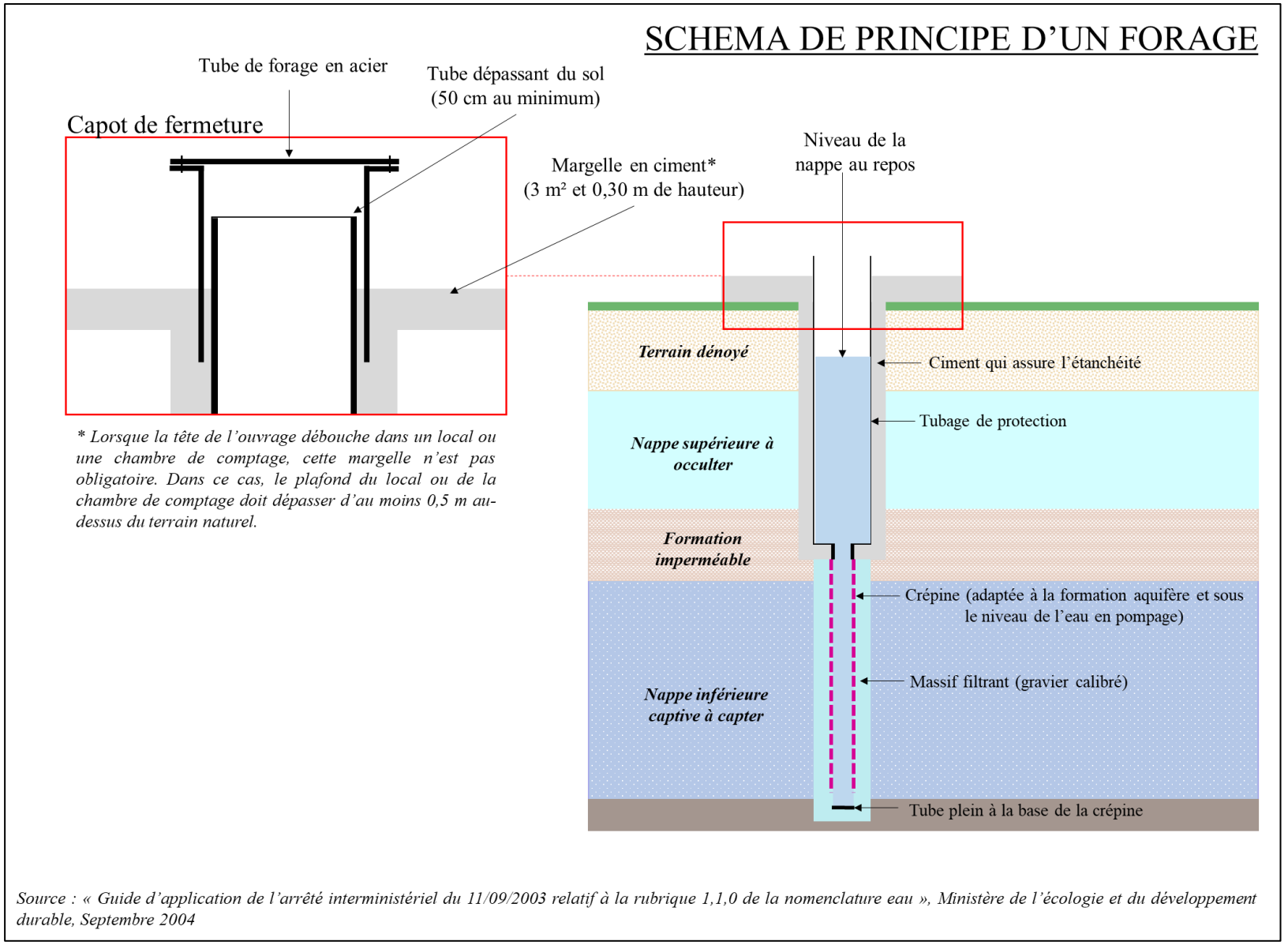


Figure 4 - Schéma de principe de réalisation d'un forage

3. ASPECTS RÉGLEMENTAIRES

3.1. Le code minier

Le projet concerne un forage d'une profondeur supérieure à 10 m, les travaux feront l'objet d'une déclaration préalable conformément à l'article L411-1 du Code Minier réalisée sur la plateforme DUPLOS.

3.2. Article R214-1 du Code de l'Environnement

La réalisation des forages concerne la rubrique suivante (Article R214-1 du Code de l'Environnement, Arrêté Ministériel du 11/09/2003) :

- **Rubrique 1.1.1.0** : « *Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau)* » (**D**).

De plus, ce projet ne traitant pas l'aspect qualitatif de l'eau, **si l'exploitant souhaite utiliser l'eau à des fins domestiques ou alimentaires, il est tenu de se rapprocher des Services de l'Etat afin de faire la démarche adaptée à l'usage envisagé**.
Nous rappelons que pour l'eau à usage de la consommation humaine, en application des articles R 1321 et suivants du Code la Santé Publique, une demande d'autorisation doit être faite auprès de l'Agence Régionale de Santé.

3.3. Article L213-10-9 du Code de l'Environnement

Cet article stipule que « Toute personne dont les activités entraînent un prélèvement sur la ressource en eau est assujettie à une redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ».

Le détail des volumes forfaitaires peut être retrouvé sur le site de Légifrance concernant l'article (L213-10-9). Pour ce, un compteur sera mis en place sur la conduite de refoulement du puits de pompage et une déclaration de prélèvement sera faite par le pétitionnaire.

3.4. Urbanisme

Le projet de forage est situé au sein d'une commune dont le PLU est en cours d'élaboration.

Ce document ne devrait pas contraindre la réalisation d'un forage.

4. ÉTUDE D'INCIDENCES

4.1. Contexte du projet de forage

4.1.1. Contexte géologique

L'emplacement envisagé du point de forage se situe dans le Jurassique moyen, illustré en **Figure 5**.

Localement, le projet est présent sur la feuille géologique de **Gondrecourt-Le-Château** (n°**266**), éditée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).
Il est important de préciser que le projet se situe à l'extrême limite sud-est de la feuille, ce qui signifie que les informations des feuilles de Vézelise (n°267), Neufchâteau (n°302) et Châtenois (n°303) ont aussi été étudiées. Elles sont entourées des feuilles :

BAR-LE-DUC	COMMERCY	TOUL
JOINVILLE	**GONDRECOURT-LE-CHÂTEAU**	**VEZELISE**
DOULAINCOURT	**NEUFCHÂTEAU**	**CHÂTENOY**

Le projet est situé dans la partie est du Bassin Parisien, dans les formations sédimentaires du Jurassique Moyen.

Plus précisément, à proximité du forage, on retrouve 3 grandes zones géologiques et paysagères :

- A l'ouest, on retrouve les Côtes de Meuse, qui correspondent à un front calcaire formées par l'érosion de la Meuse avec au fond de la vallée, des formations alluvionnaires ;
- A l'est, on retrouve plusieurs grands plateaux formés par le plateau du Dogger qui est découpé par la boucle de Moselle entre Toul et Nancy.

Au droit du forage, on est dans une zone de dépression formée par des roches plus meubles constitués de marnes et argiles.

Plus précisément sur la zone du projet, nous nous trouvons au sein de la formation des **Argiles de la Woëvre** (j_{4-5}) : c'est une formation sédimentaire de nature argileuse avec quelque bancs marneux et vers le mur de la formation, des bancs calcaires d'environ 10 m de profondeur. La délimitation précise de cette couche est difficile par sa similarité aux terrains à chailles (toit) et aux dalles nacrées (murs). L'épaisseur moyenne de la formation avoisine les 65 à 70 m au lieu du projet.

Etant dans des formations de nature sédimentaire, les formations sous-jacentes susceptibles d'être rencontrées lors du forage sont :

- **Dalle nacrée et calcaire oolithiques** (j_{3-4}), formation calcaire d'une épaisseur moyenne de 10 m.

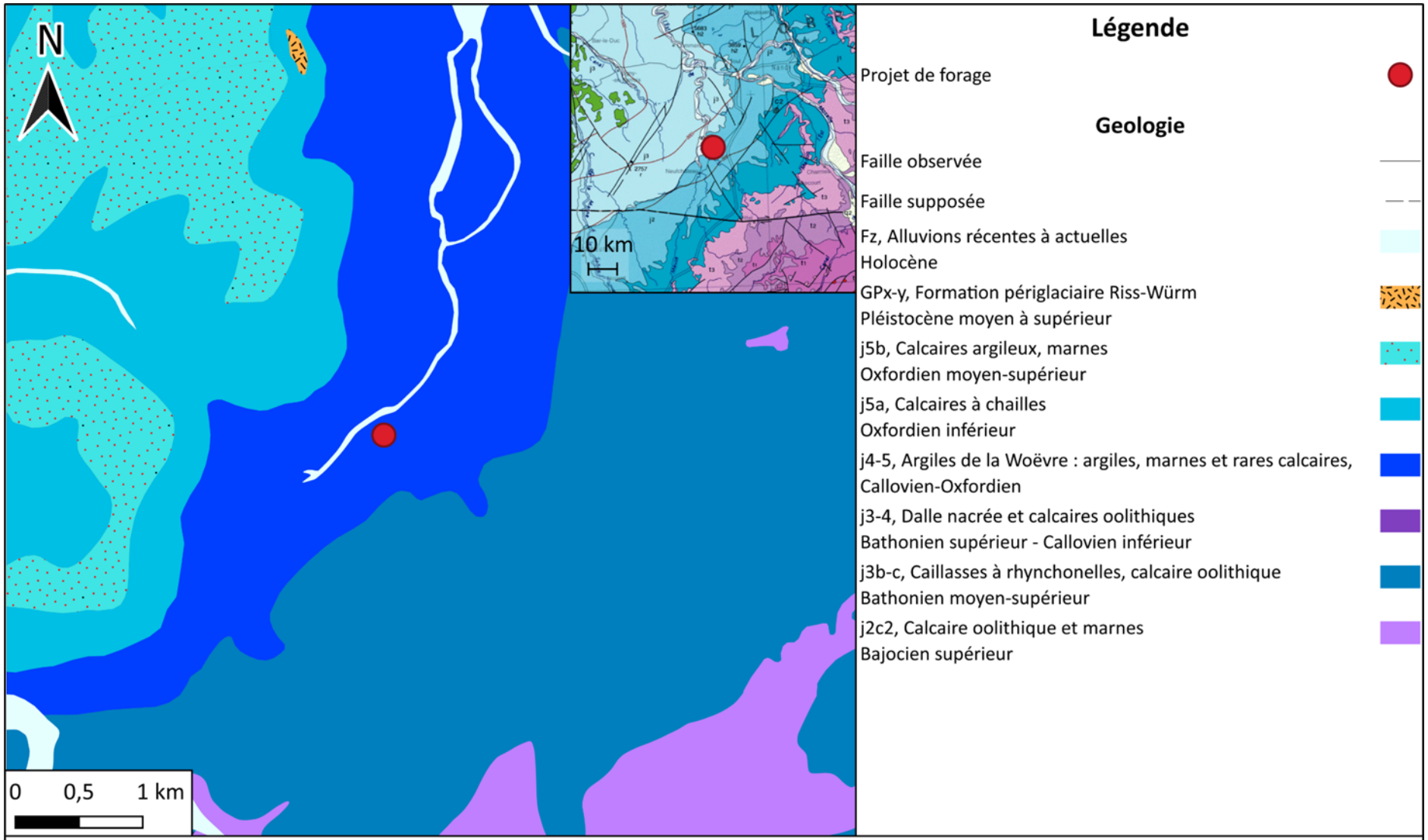


Figure 5 - Carte géologique des environs du projet de forage

(Cette carte a été réalisée par IROLA Environnement en Janvier 2025 en utilisant les données géoréférencées des cartes géologiques à 1/50 000 et 1/1 000 000 vectorisées et harmonisées du BRGM. Ces données proviennent de la base de données BD CHARM ® version 2019)

4.1.2. Contexte hydrogéologique

L'objectif est de pomper au sein de l'entité hydrogéologique régionale : Calcaires des Côtes de Meuse de l'Oxfordien et du Kimméridgien et argiles du Callovo-Oxfordien (FRB1G113).

Au lieu du forage, la base de données BD LISA référence plusieurs entités qui sont dans l'ordre de profondeurs croissantes :

- L'unité Marnes indifférenciées du Callovo-Oxfordien du Bassin Parisien et Argiles de la Woëvre à l'est du Bassin Parisien (137AB99) qui est une unité sédimentaire de nature imperméable dont le milieu est poreux ;
- L'unité de la Dalle nacrée du Callovien inférieur et calcaires marneux et oolitiques du Bathonien supérieur à l'est du Bassin Parisien (139AM01) qui est une unité sédimentaire aquifère dont le milieu est fissuré et karstique.

L'unité visée est la partie inférieure de 137AB99.

Selon la BD Lisa, cette unité correspond aux « argiles de la Woëvre » qui, en Lorraine, a une profondeur totale comprise entre 150 et 250 m. Elle est recensée dans le Bassin Parisien comme un aquitard (unité imperméable) mais les forages à proximité et la notice géologique du BRGM indiquent la présence de bancs calcaires dans la partie inférieure de la formation qui peuvent être rattachés à l'unité sous-jacente 139AM01.

4.1.3. Contexte hydrographique

Le cours d'eau le plus proche est le Ruisseau des Chaudrons qui est intermittent et distant de 180 m du projet de forage.

Dans un cercle de rayon d'un kilomètre autour du site, on retrouve d'autres cours d'eau :

- Ruisseau des Chaudrons ;
- Et d'autres non nommés.

Le contexte hydrologique peut être visualisé sur la **Figure 1**.

4.2. Incidence du projet sur les ressources en eau

4.2.1. Incidence sur les puits et forages aux alentours

Les entités de la Banque de données du Sous-Sol situées à moins de 1 km sont référencées dans le tableau suivant, et peuvent être visualisées sur la **Figure 6**.

ID	Nature	Utilisation	Etat	Distance [m]
BSS000UPHV	Sondage	Non renseigné	Non renseigné	990

Tableau 5 - Ensemble des points BSS recensés à moins de 1 km.

Au regard de la nature et des distances, il n'y a pas de risques d'interférences piézométriques à la suite de l'exploitation du futur forage.

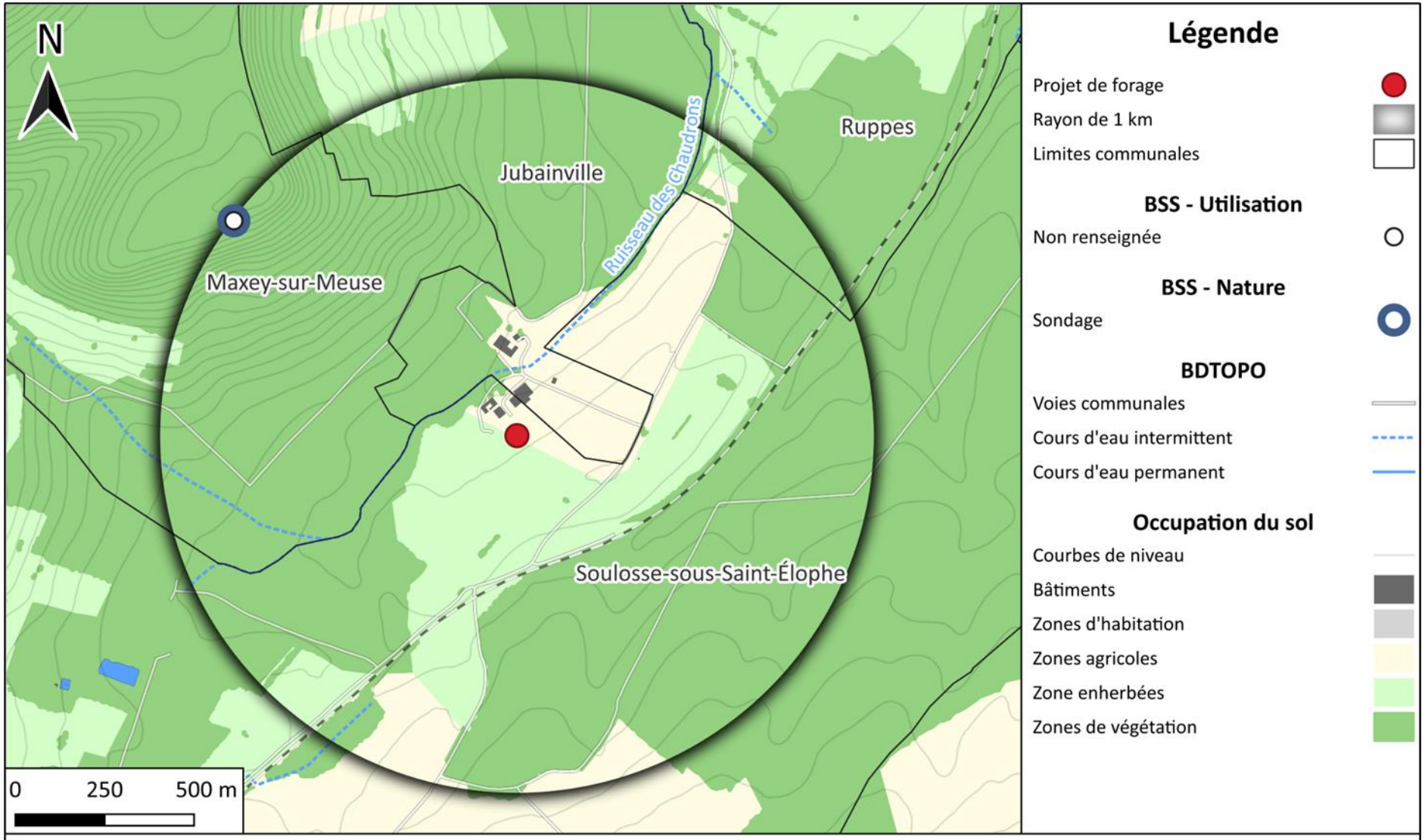


Figure 6 - Carte de localisation des ouvrages de la Banque du sous-sol

(Cette carte a été réalisée par IROLA Environnement en Janvier 2025 en utilisant les données de la BD TOPO de l'IGN, les données hydrographiques de BD TOPAGE, les données de forages de la BSS et les données de la base de données CorineLandCover)

4.2.2. Incidence sur les cours d'eau aux alentours

Dans le cadre de ce projet de forage, l'aquifère sera exploité seulement 6 h par jour au vu du débit de 2 m^3/h envisagé, ce qui réduira au maximum les impacts du forage sur le cours d'eau intermittent.

4.2.3. Incidence sur les eaux souterraines

L'eau qui sera prélevée sera au sein de l'aquifère Calcaires des Côtes de Meuse de l'Oxfordien et du Kimméridgien et argiles du Callovo-Oxfordien (FRB1G113) qui, selon le SDAGE en vigueur est :

- Dans un état quantitatif : bon ;
- Dans un état qualitatif : pas bon.

État quantitatif :

D'après l'API Prélèvements en eau de Hub 'Eau, utilisant les données issues de la gestion des redevances par les Agences et Offices de l'eau, il y a plusieurs ouvrages dans un rayon de 10 km. La somme des prélèvements annuels moyens sur les eaux souterraines, selon les données issues de la gestion des redevances par les Agences et Offices de l'eau, sont d'environ 2 300 000 m^3 par an.

Dans ce cadre, les prélèvements souhaités par le GAEC DE L'ANGELINE sont de 4 500 m^3 par an ce qui correspond à 0,2% de ceux de la zone. Ce qui peut être considéré comme non significatif.

Ainsi, en considérant l'état quantitatif de l'aquifère et les prélèvements qui seront faits, on peut considérer que le projet de forage aura un impact négligeable sur la masse d'eau souterraine d'un point de vue quantitatif.

État qualitatif :

Le projet de forage est situé à plus de :

- **200 mètres** des décharges et installations de stockage de déchets ménagers ou industriels ;
- **35 mètres** des ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;
- **35 mètres** des stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

Vu les dispositions prises lors des phases de travaux (**paragraphe 2.3**) et d'exploitation (**paragraphe 2.4**), le projet de forage **n'aura pas d'impact sur la masse d'eau** souterraine d'un point de vue qualitatif.

Ainsi en considérant l'état qualitatif, et considérant des dispositions prises lors des phases de travaux et d'exploitation, le projet de forage ne détériorera pas la masse d'eau souterraine d'un point de vue qualitatif.

4.2.4. Incidence sur le risque sanitaire

Dans le cadre de ce projet, le pétitionnaire s'engage à :

- **Ne pas connecter l'eau de ce forage avec une source d'eau potable** afin d'éviter toute contamination de cette dernière ;
- Ne pas faire d'épandages de déjections animales et d'effluents d'élevages à moins de 50 m du projet ;
- Ne pas positionner d'installations d'élevages et leurs annexes à moins de 35 m du projet ;
- Ne pas faire d'épandages de boues issues des stations de traitement des eaux usées et de déchets issus d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Rappelons que ce projet ne traite pas l'aspect qualitatif de l'eau, **si l'exploitant souhaite l'utiliser à des fins domestiques ou alimentaires, il est tenu de se rapprocher des Services de l'État afin de faire la démarche adaptée à l'usage envisagé**. Nous rappelons que pour l'eau à usage de la consommation humaine, conformément à l'article R 1321 et suivants du Code la Santé Publique, une demande d'autorisation doit être faite auprès de l'ARS.

4.3. Conformité aux zones réglementaires

4.3.1. Incidence sur les zones naturelles

Le forage ne se situe pas dans une zone Natura 2000. La plus proche est celle de la **Directive Habitat** intitulée **: Vallée de la Saônelle (FR4100230)**. Elle est située à une distance de **4,5** km (**Figure 7**).

Ce projet concerne un ouvrage au sein de la catégorie *Travaux, aménagements, constructions, installations*, envisagé par le GAEC DE L'ANGELINE sur la parcelle YK - 0028 à Soulosse-sous-Saint-Élophe (88630). Les travaux seront réalisés pendant une période de 5 jours.

Ce forage d'une profondeur prévisionnelle de **72 m** a pour objectif de prélever les eaux souterraines pour l'abreuvement des bovins. Les prélèvements seront :

- Un débit instantané de : **2 m^3/h** ;
- Un débit journalier de : **12 m^3/j** ;
- Un débit annuel de : **4 500 m^3/an**.

La présence du forage sera **permanente** et aura une emprise de **3 m^2** pendant la période d'exploitation et au maximum de **40 m^2** durant la phase de travaux.

Au vu de la nature du projet vis-à-vis des vulnérabilités et la distance avec le projet, l'**incidence de la réalisation et du fonctionnement du puits projeté sur la Natura 2000 concernée peut être qualifiée de « *non significatif* »**.

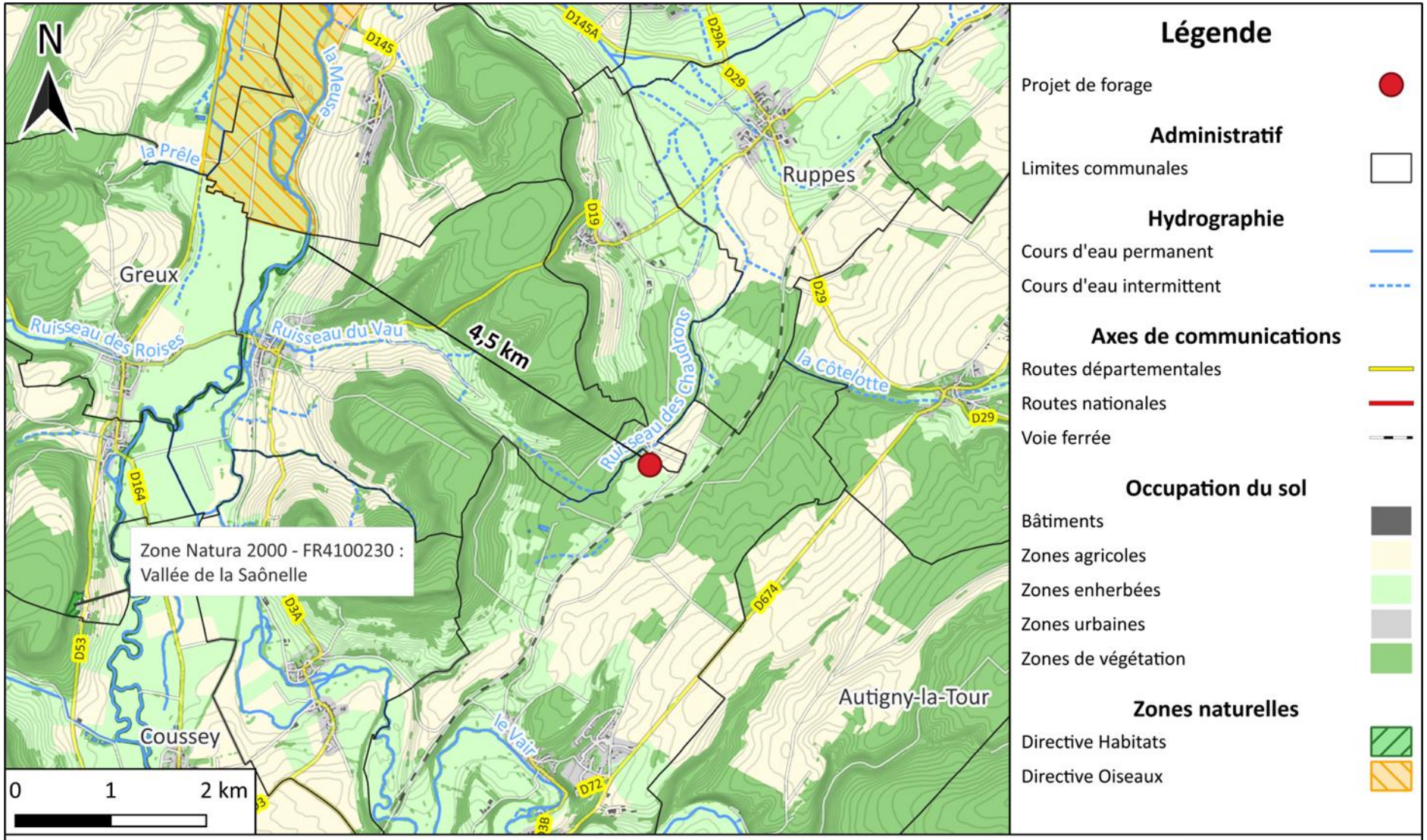


Figure 7 - Localisation de la zone Natura 2000 la plus proche

(Cette carte a été réalisée par IROLA Environnement en Janvier 2025 en utilisant les données de la BD TOPO et les données du BRGM venant de la base de données Carmen Carto)

4.3.2. Incidence sur les zones humides

La cartographie des milieux humides est un projet commandité par le Gouvernement auprès de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN). La probabilité de la présence d'une zone humide est donnée par un indicateur allant de 1 à 100 qui est seuillé localement. Ce seuil permet de déterminer si la présence d'une zone humide est significative ou non au droit d'un point.

Au droit du projet de forage, la valeur de l'indicateur est **au-dessus de la valeur du seuil local** de significativité de la présence d'une zone humide. Le projet **se situe au sein d'une zone référencée par l'étude MEMORIS dite « Terres arables »**.

La zone humide remarquable référencée par le SDAGE 2022 – 2027 la plus proche est : *Source Dans L'ancien Lit Du Vair,* à environ 3,8 km.

Dans ce cadre, il faut considérer que :

- Dans la conception du forage, il est prévu un ensemble de mesures empêchant toute connexion entre les eaux de surfaces et celles du forage (**paragraphe 2.4**) ;
- Pour ce qui concerne la période des travaux de réalisation de l'ouvrage, elle est prévue sur une durée estimée à 5 jours maximum sur une surface maximale de 40 m², ce qui est nettement inférieur au seuil de 1 000 m² inscrit dans la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature de la loi sur l'eau (**paragraphe 2.3**) ;
- Par ailleurs, la surface du chantier sera relativement faible, l'ouvrage aura une **surface d'environ 3 m²**, ce qui est nettement inférieure au seuil de 1 000 m^2 (0,1 ha) inscrit dans la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature de la loi sur l'eau.

De ce fait, le projet de forage envisagé n'aura pas d'incidence significative sur une zone humide.

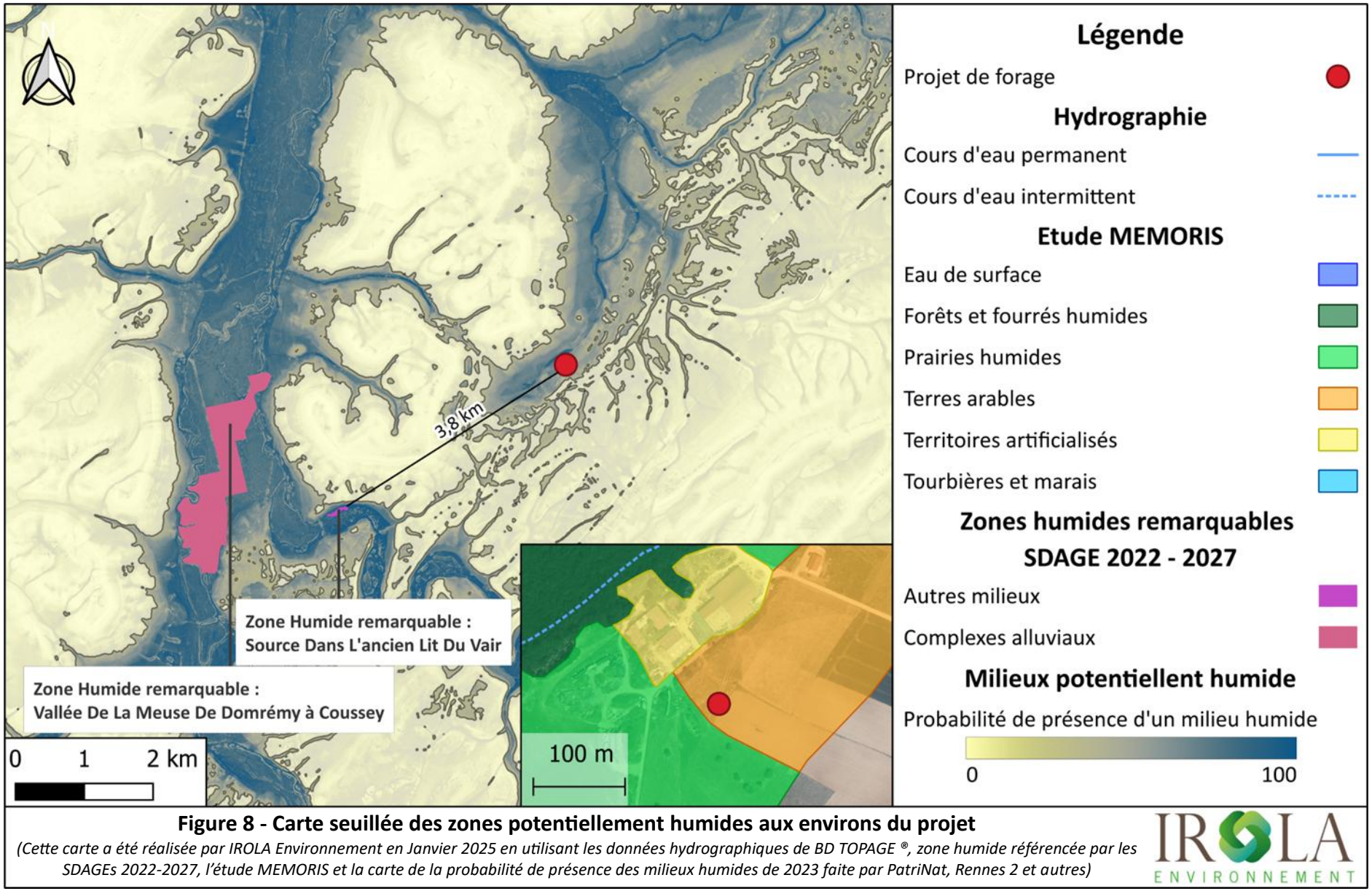


Figure 8 - Carte seuillée des zones potentiellement humides aux environs du projet

(Cette carte a été réalisée par IROLA Environnement en Janvier 2025 en utilisant les données hydrographiques de BD TOPAGE ®, zone humide référencée par les SDAGEs 2022-2027, l'étude MEMORIS et la carte de la probabilité de présence des milieux humides de 2023 faite par PatriNat, Rennes 2 et autres)

4.3.3. Étude de risques

Un rapport de risques fait sur Géorisques (**Annexe 7.3**) recense les risques suivants sur la commune :

Type de risque		Indice de la commune	Incidence sur le projet
INONDATION	**Débordement de nappes**	**Existant**	Le tube sera étanche et cimenté empêchant toute entrée d'eau.
	Crue	**Existant**	La zone du projet n'est pas sujette à ce risque.
SÉISME		**Faible**	Non impacté
MOUVEMENTS DE TERRAIN		**Existant**	L'ouvrage ne provoquera pas de tassement différentiel
RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES		**Modéré**	L'ouvrage sera cimenté.
RADON		**Faible**	Non concerné
POLLUTIONS DES SOLS		**Concerné**	Le site BASIAS le plus proche est situé à 1,8 km au sud du projet.

Les arrêtés CAT-NAT pris sur la commune sont les suivants :

Type	Code CAT - NAT	Date
Inondation et/ou coulées de boue	INTE0200119A	Décembre 2001
	INTE9900216A	Mars 1999
	NOR19830516	Avril 1983
Mouvement de terrain	INTE9900627A	Décembre 1999

La commune de Soulosse-sous-Saint-Élophe possède un Plan de Prévention des Risques. Il s'agit du **PPRNi_VAIR**. Cependant l'emplacement du projet n'est pas situé dans une zone réglementée.

4.3.4. Périmètre de Protection de Captage

D'après les bases de données fournies par l'ARS, l'emplacement du projet **n'est pas situé dans l'emprise d'un périmètre de protection** de captage AEP (**Figure 9**). Le périmètre éloigné le plus proche est celui de la **SCE DE JUBAINVILLE** (DUP : 088000699) qui est situé à **2,9 km**.

4.3.5. Compatibilité avec le SAGE et le SDAGE

Le projet consiste en un prélèvement supplémentaire dans une masse d'eau souterraine. Étant donné le volume annuel pompé, il ne modifie pas significativement les capacités de renouvellement de la masse (Thème 4 : Eau et rareté). Il n'altère pas la qualité de l'eau souterraine (Thème 2 : Eau et pollution) qui sera préservée par la mise en place d'une tête de puits avec un capot de protection, l'éloignement de sources de pollution. Il ne porte pas atteinte à la préservation de zones humides (Thème 3 : Eau, nature et biodiversité). Le projet ne contrevient pas aux grandes orientations fondamentales définies dans le SDAGE Rhin-Meuse. Les précautions prises pour la réalisation des travaux préviendront toute altération de la qualité de l'eau souterraine. **Le projet n'est pas concerné par un SAGE.**

4.3.6. Zone de répartition des eaux

D'après la situation du forage, celui-ci **ne se situe pas** au sein d'une zone de répartition des eaux.

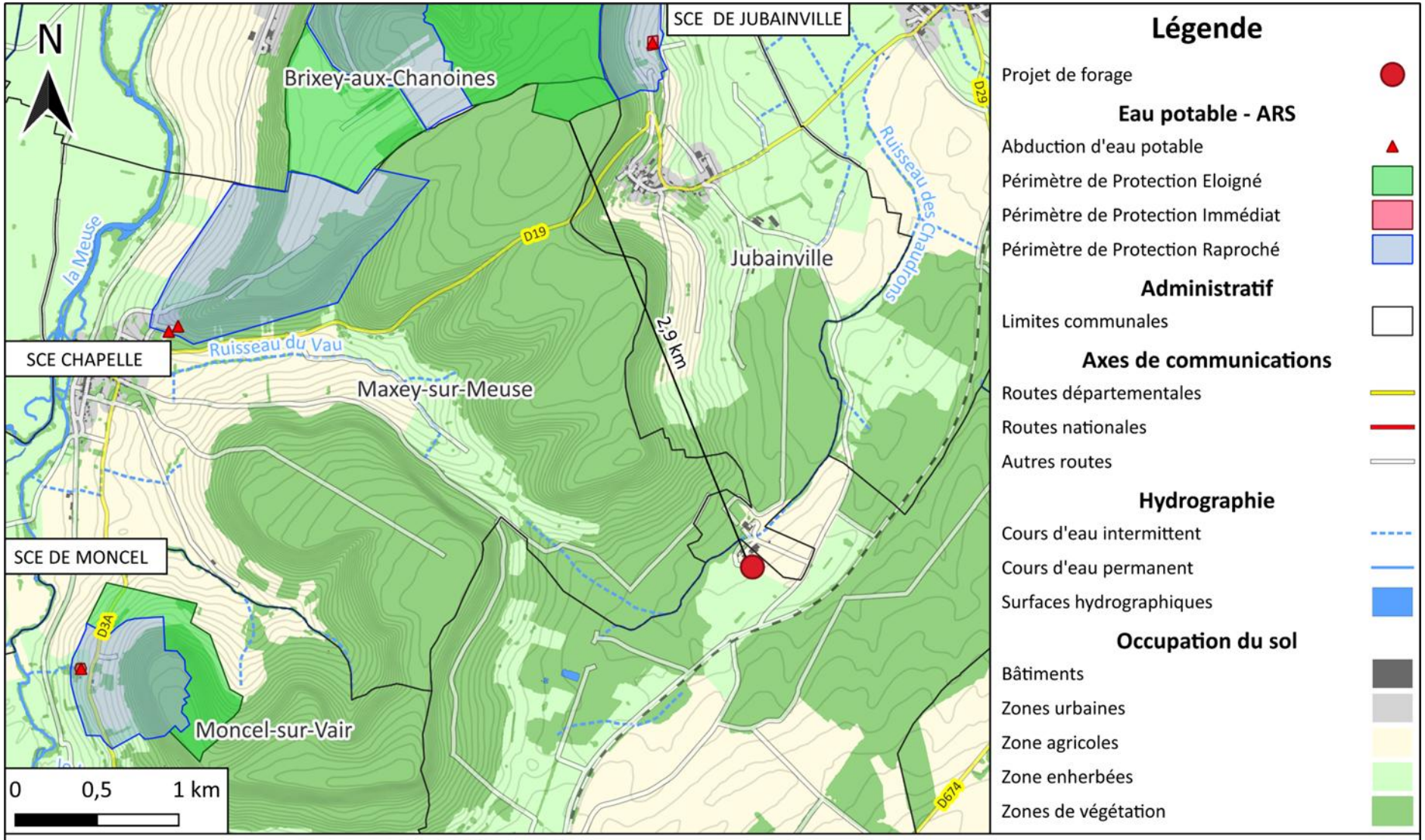


Figure 9 - Carte de localisation des captages AEP

(Cette carte a été réalisée par IROLA Environnement en Janvier 2025 en utilisant les données de BD TOPO de l'IGN, les données de l'ARS présentent sur © Atlas Santé et CorineLandCover)

5. MESURES DE SUIVI ET DE CONTRÔLE

Sur la conduite de refoulement de la pompe du puits, **un compteur volumétrique sera mis en place** afin de comptabiliser les volumes prélevés.

Le maitre d'ouvrage sera tenu, chaque mois, de **noter dans un registre spécialement prévu à cet effet les données de pompage** conformément à l'article R214-58 du code de l'environnement. Ces données devront être **conservées pendant au moins 3 ans** et **tenues à disposition de l'Autorité administrative et des personnes morales de droit public** (article L214-8 du code de l'environnement).

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 11 septembre 2003, le déclarant est tenu de **respecter les engagements et valeurs annoncés** dans ce présent dossier de déclaration, notamment en ce qui concerne le ou les lieux de prélèvements, débits instantanés maximum et volumes annuels maximums prélevés, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté ni à celles éventuellement prises par le Préfet en application de l'article 32 du décret du 29 mars 1993 susvisé.

Lors de la réalisation d'un prélèvement, le déclarant ne doit en aucun cas dépasser les seuils de déclaration sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'autorisation.

Toute modification notable apportée par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale **doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet**. Il peut si nécessaire exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou d'un dossier d'autorisation en cas de modification substantielle du prélèvement.

De plus, conformément à l'article R214-18 du Code de l'Environnement, **tout incident ou accident sur l'ouvrage réalisé devra être déclaré** auprès de l'Administration.

L'usage de l'eau issue du forage pourra, en période de sécheresse, être soumis à des limitations, voire à des suspensions. Ces prescriptions à respecter seront alors fixées par des arrêtés préfectoraux ou municipaux spécifiques.

6. ABANDON DE L'OUVRAGE

Lorsqu'un forage d'eau est réalisé après le 12 septembre 2004**, si celui devait être abandonné le code minier oblige qu'il soit comblé**.

Pour cela, le maitre d'ouvrage est responsable de la prise de décision conduisant à l'abandon d'un forage (définitif ou temporaire) et est donc responsable de sa réalisation technique. Si l'abandon est temporaire, il doit réaliser une inspection périodique dans le respect des contraintes administratives ou légales. Si l'abandon est définitif, il doit donc rédiger un rapport d'intervention de l'abandon.

Le dossier préalable à la procédure d'abandon doit comprendre à minima :

- Une coupe géologique avec identification des aquifères et aquicludes ;
- Une coupe technique avec position des crépines et des cimentations ;
- Un avis sur la faisabilité de l'extraction des tubes avec un diagnostic de l'état de l'ouvrage (cuvelage, tubage, cimentation, méthodes et techniques utilisées).

La réalisation du remblayage devra être faite de façon que **les différents niveaux aquifères soient isolés les uns des autres** afin de protéger les différentes formations. Pour ce faire, il faudra :

- En face des formations aquifères, poreuses ou fracturées, combler le forage avec des matériaux poreux non sujets au fluage ou au tassement ;
- En face des formations imperméables, combler le forage avec des matériaux imperméables.

Si le tubage plein ne peut être enlevé, le tubage devra être percé afin de laisser le ciment se mettre correctement en place.

Plus de détails peuvent être retrouvés sur le rapport final du BRGM sur les procédures administratives et techniques de comblement de tout type de forages y compris pour les forages profonds de J.-C. Martin et M. Metz.

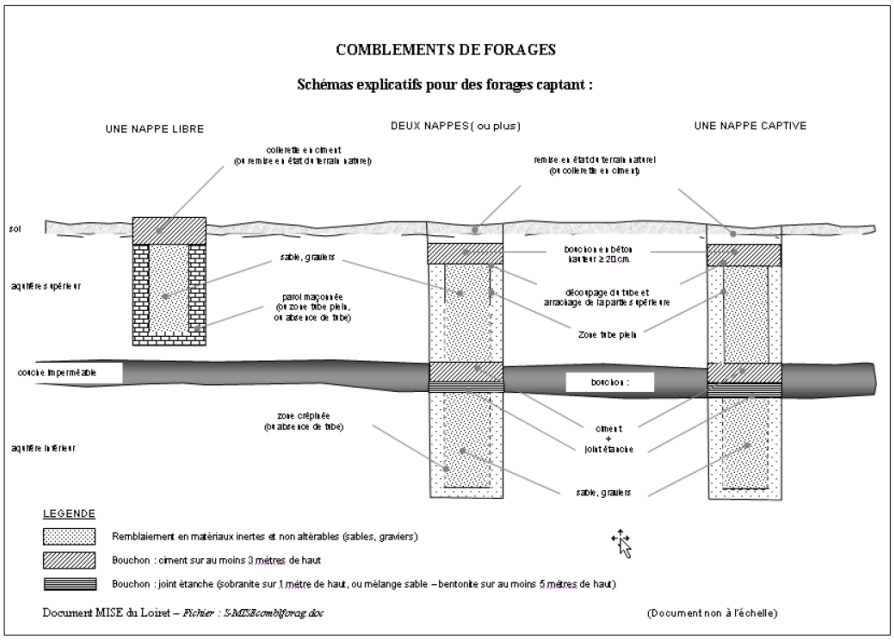


Figure 10 - Schémas explicatifs de remblayage pour des forages captant
(BRGM)

CONCLUSION

Le projet du GAEC DE L'ANGELINE sur la commune de Soulosse-sous-Saint-Elophe (88630) est soumis à :

- **Rubrique 1.1.1.0 :** « *Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau)* » (**D**).

Au vu des éléments du dossier réalisé conformément à l'article R214-32 du Code de l'Environnement et l'arrêté du 11 septembre 2003, les incidences du projet :

- Pendant la phase de travaux, l'impact sur la ressource restera limité du fait des précautions prises pour prévenir toute pollution par des hydrocarbures (bac de rétention étanche couvert), et que les débits de pompage sont modestes et limités dans le temps ;
- Pendant la phase d'exploitation, l'impact sur la ressource en eau souterraine sera minime voire nul au vu des débits soutirés. L'incidence de la réalisation et du fonctionnement du puits sur l'environnement du projet (Natura 2000, Zones Humides, zones réglementaires, …) est qualifiée de « *non significatif* ».

7. ANNEXES

7.1. Informations fournies par le pétitionnaire

7.2. Maitrise foncière

7.3. Rapport Géorisques

Fiche d'informations dans le cadre d'un projet de forage soumis à déclaration en application des articles L214-1 à L214-3 du code de l'environnement.

Ce formulaire servira de base d'informations pour l'élaboration de votre Dossier Loi sur l'Eau. Il sera aussi soumis aux services instructeurs en tant qu'annexe de la Notice d'Incidence de la Déclaration IOTA. Ce document est à destination du Bureau d'Etude IROLA Environnement (Siret : 808 570 543 000 39) qui est mandaté pour l'élaboration de la Déclaration IOTA et du CERFA au cas par cas si la profondeur prévisionnelle du forage dépasse 50 m.

Toutes les informations sont à remplir, même si la réponse est « Je ne sais pas » ou « non ».

1. Identification du Maître d'Ouvrage

1.1. Personne morale :

Dénomination : GAEC DE L'ANGELINE

Numéro et nom de la rue ou lieu-dit : 1 LA TUILERIE

N° SIRET (ou date de naissance si particulier) : 52494067300014

Ville : JUBAINVILLE

Type de société (EARL, GAEC, ...) : GAEC

Code postale : 88630

Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : JACQUOT

Prénom : Damien

Mail de contact : damienjacquotangeline@gmail.com

Numéros de téléphone (fixe et portable): 0684903519

2. Caractéristiques du forage

2.1. Localisation du forage

Coordonnées GPS de l'emplacement prévu pour le forage :

X : 967388 Y : 6805010

2.2. Parcelle cadastrale du projet de forage :

Commune : Soulosse-sous-Saint-Élophe

Section cadastrale : YK

Parcelle cadastrale : 0028

Propriété de la parcelle :

☒ Propriétaire ☐ Locataire

2.3. Caractéristiques du forage :

Profondeur du forage (m) : 72

Avant puits (buse, ...) : buse béton

Nombre de mètres pleins (m) : 63

Hauteur hors-sol (m) : 0,5

Nombre de mètres crépinés (m) : 9

Diamètre du forage (mm) : 180

Taille de crépines (slot) :
2 mm

Couvercle :
galva cadenassable

Bouchon de fond
oui

3. Utilisation de l'eau de l'ouvrage

3.1. Usage de l'eau :

Utilisation principale de l'ouvrage :
Abreuvement de bovins

Utilisations secondaires de l'ouvrage : (cas d'un forage multi-usage)

3.2. Prélèvements en eau :

Débit instantané / horaire (m^3/h) :
2

Période de prélèvement (h/j) :
6

Débit journalier (m^3/j) :
12

Débit annuel (m^3/an) :
4500

Période d'utilisation annuelle :

☐ Que certains mois, précisez les mois

☒ Toute l'année

3.3. Distances réglementaires

Est-ce que votre forage est situé à moins de 35 mètres de bâtiments d'élevages et leurs annexes (fosses à purin ou à lisier, fumières, …) ?

☐ Oui ☒ Non

Est-ce que des épandages de déjections animales, effluents d'élevages, pesticides ou autres sont faits à une distance inférieure à 50 mètres ?

☐ Oui ☒ Non

4. Statut et détails de l'exploitation :

4.1. Statut de l'exploitation au regard des Installations Classées Protection de l'Environnement (ICPE).

Est-ce que votre installation est une Installations Classées Protection de l'Environnement ?

☒ Oui ☐ Non

Si oui, sous quel régime est-elle soumise ?

☐ Autorisation ☐ Enregistrement ☒ Déclaration

4.2. Détail du bétail

Bovins	*Nombre de bêtes*
Veau laitier (1 – 4 mois)	
Génisse laitière (5 – 24 mois)	
Vache laitière	80
Vache tarie	
Bovin d'engraissement : semi-finition	
Bovin d'engraissement : finition	
Vache allaitante et son veau	
Autres animaux	
Porc	
Lapin	
Volailles, gibier à plumes	
Pisciculture	
Autres :	

Autres éléments à ajouter concernant le bétail :

Environ 230 bovins au total

4.3. Origine de l'eau

Quelle est l'origine de l'eau que vous utilisez actuellement (puits prives, réseau publique, …) ?

Réseau public

Utilisez-vous des méthodes écoresponsables de récupération d'eau (récupération d'eau de pluie, recyclage de l'eau usée, …) ?
Si vous disposez de ce type de méthodes, précisez le volume de rétention disponible.

5. Signature

Nom :

Jacquot

Prénom :

Damien

Qualité du signataire :

Gérant

A :

Fait-le :

Signature :

4.2. Détail du bétail

Bovins	*Nombre de bêtes*
Veau laitier (1 – 4 mois)	
Génisse laitière (5 – 24 mois)	
Vache laitière	
Vache tarie	
Bovin d'engraissement : semi-finition	
Bovin d'engraissement : finition	
Vache allaitante et son veau	
Autres animaux	
Porc	
Lapin	
Volailles, gibier à plumes	
Pisciculture	
Autres :	

Autres éléments à ajouter concernant le bétail :

4.3. Origine de l'eau

Quelle est l'origine de l'eau que vous utilisez actuellement (puits prives, réseau publique, ...) ?

Utilisez-vous des méthodes écoresponsables de récupération d'eau (récupération d'eau de pluie, recyclage de l'eau usée, ...) ?
Si vous disposez de ce type de méthodes, précisez le volume de rétention disponible.

5. Signature

Nom : JACQUOT

Prénom : Damien

Qualité du signataire : gérant

A : JUBAINVILLE

Fait-le : 04/02/2025

Signature :

SCP E. REBOURG
P. BALANCY-BAZELAIRE
Office Notarial
442, Rue de Verdun
88800 VITTEL

10252402
PBB/KS/CL

L'AN DEUX MILLE DIX ,
LE VINGT SIX AOÛT
A VITTEL (Vosges), 442 rue de Verdun, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,
Maître Pascale BALANCY-BAZELAIRE, Notaire soussigné, membre de la société dénommée "Eric REBOURG et Pascale BALANCY-BAZELAIRE, notaires", associés de la société civile professionnelle titulaire de l'office notarial dont le siège est à VITTEL (Vosges) 442 Rue de Verdun ,

A REÇU, le présent acte contenant STATUTS D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE A RESPONSABILITE LIMITEE à la requête de :

1°) Madame Roselyne Rose-Marie **MULLER**, agricultrice, épouse de Monsieur Jean-François **JACQUOT**, demeurant à JUBAINVILLE (88630), 1 Ferme de la Tuilerie,
Née à NEUFCHATEAU (88300) le 27 mars 1963,
Mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de JUBAINVILLE (88630), le 16 avril 1983.
Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.
De nationalité française.
Résidente au sens de la réglementation fiscale.
est présente à l'acte.

2°) Monsieur Damien **JACQUOT**, agriculteur, demeurant à JUBAINVILLE (88630) 1 Ferme de la Tuilerie,
Né à NEUFCHATEAU (88300) le 28 janvier 1985,
Célibataire.
De nationalité française.
Résident au sens de la réglementation fiscale.
est présent à l'acte.

RJ DJ
PM JFJ

STATUTS

Les statuts de l'exploitation agricole à responsabilité limitée, par abréviation « EARL », sont établis comme suit.

ARTICLE 1ER - FORME

L'EARL présentement créée a la forme d'une société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil, à l'exclusion de l'article 1844-5, les articles L 324-1 à L 324-11 du Code rural, les textes pris pour l'application des dispositions précitées, les présents statuts.

Elle comprend la ou les parties soussignées qui pourront s'adjoindre ultérieurement d'autres associés, sous réserve qu'il s'agisse de personnes physiques et majeures ; toutefois, le nombre total des associés ne pourra excéder dix. La société pourra ensuite également ne comprendre qu'un seul associé.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet l'exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L 311-1 du Code rural.

Pour la réalisation et dans la limite de l'objet ci-dessus défini, la société peut effectuer toutes opérations propres à en favoriser l'accomplissement ou le développement, sous réserve qu'elles s'y rattachent directement ou indirectement et qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

En particulier, la société peut notamment :

- procéder à l'acquisition de tous éléments d'exploitation agricole ;
- prendre à bail tous biens ruraux ;
- exploiter les biens dont les associés sont locataires et qui auront été mis à sa disposition conformément à l'article L 411-37 du Code rural ;
- exploiter les biens dont les associés exploitants sont propriétaires et qui auront été mis à sa disposition conformément à l'article L 411-2 dernier alinéa du Code rural ;
- vendre directement les produits d'exploitation, avant ou après leur transformation, mais sous réserve de respecter les usages agricoles.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est EARL DE L'ANGELINE.

Cette dénomination sociale doit :

- figurer sur tous actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers ;
- être précédée ou suivie immédiatement des mots "Exploitation agricole à Responsabilité limitée" ou des initiales d'abréviation "EARL";
- être suivie du montant du capital social et de l'indication du siège social, de son numéro d'identification délivré conformément au décret numéro 97-497 du 16 Mai 1997 relatif au numéro unique d'identification des entreprises, puis de la mention « RC » suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe du Tribunal de Commerce où elle est immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé à JUBAINVILLE (88630), 1 Ferme de la Tuilerie qui dépend du ressort du tribunal d' EPINAL où la société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Ce siège pourra être transféré en tout endroit par décision collective extraordinaire des associés, si pluralité d'associés, ou par décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DUREE

R J

P A J D J T E J

La société est constituée pour une durée de quatre vingt dix-neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf décision de prorogation ou de dissolution anticipée.

Un an au moins avant la date de son expiration, le ou les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ; à défaut, tout associé peut demander au président du tribunal de grande instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - APPORTS

APPORTS EN NATURE

I - APPORT PAR MADAME ROSELYNE JACQUOT

Apports immobiliers

Madame Roselyne JACQUOT apporte à L'EARL les BIENS IMMOBILIERS PROPRES, dont la désignation suit :

ARTICLE UN

TERRITOIRE DE SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE (Vosges)
TERRITOIRE DE JUBAINVILLE (Vosges)

UN ENSEMBLE DE BATIMENTS AGRICOLES, comprenant :

1°) UN BATIMENT A USAGE DE STOCKAGE en pierre, couverture tôle de 700 m2.

Edifié sur la parcelle cadastrée lieudit "En Bouchons" section YK numéro 28 pour une contenance totale de trois hectares cinquante deux ares trente neuf centiares (03ha 52a 39ca).

Evaluée à la somme de ..... 5.000 €

2°) UN SILO

Edifié sur la parcelle cadastrée lieudit "En Bouchons" section YK numéro 28 pour une contenance totale de trois hectares cinquante deux ares trente neuf centiares (03ha 52a 39ca).

Evalué à la somme de ..... 5.000 €

3°) UNE FOSSE A LISIER de 500 m3.

Réalisée sur la parcelle cadastrée lieudit "En Bouchons" section YK numéro 28 pour une contenance totale de trois hectares cinquante deux ares trente neuf centiares (03ha 52a 39ca).

Evaluée à la somme de ..... 28.900 €

4°) UN BATIMENT DE STOCKAGE, en cours de construction.

Edifié sur la parcelle cadastrée lieudit "En Bouchons" section YK numéro 28 pour une contenance totale de trois hectares cinquante deux ares trente neuf centiares (03ha 52a 39ca).

Evalué à la somme de ..... 28.931 €

5°) UN BATIMENT A USAGE DE STABULATION de 1850 m2 avec fumière couverte de 670 m2 structure métallique couverture tôle.

RJ DJ
PM JFJ

Edifié savoir :

- pour partie : sur la parcelle sise territoire de SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE (Vosges) cadastrée lieudit "En Bouchons" section YK numéro 28 pour une contenance totale de trois hectares cinquante deux ares trente neuf centiares (03ha 52a 39ca).

- pour le surplus : sur la parcelle sise territoire de JUBAINVILLE (Vosges) cadastrée lieudit "En Bouchons" section AD numéro 98 pour une contenance totale de quatre vingt quatorze ares quatorze centiares (94a 14ca).

Evalué à la somme de ..... 79.200 €

6°) et le terrain d'assise sur lequel sont édifiée les bâtiments ci-dessus décrits évalués à la somme de ..... 8.000 €

cadastrée territoire de SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE lieudit "En Bouchons" section YK numéro 28 pour une contenance totale de trois hectares cinquante deux ares trente neuf centiares (03ha 52a 39ca).

Et cadastrée territoire de JUBAINVILLE (Vosges) lieudit "En Bouchons" section AD numéro 98 pour une contenance totale de quatre vingt quatorze ares quatorze centiares (94a 14ca).

Evaluation immeuble bâtis ..... 147.031 €
Evaluation immeuble non bâtis ..... 8.000 €
TOTAL ..... 155.031 €

Tel que ledit **BIEN** se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Effet relatif

TERRITOIRE DE SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE (88) : YK n° 28 (issu de la division de la parcelle cadastrée section YK numéro 7).

TERRITOIRE DE JUBAINVILLE : AD numéro 98 (issu de la division de la parcelle cadastrée section AD numéro 89)

Opérations de remembrement intervenues sur les territoires de SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE et de JUBAINVILLE dont le procès-verbal de remembrement a été publié au bureau des hypothèques d'EPINAL (Vosges) le 18 avril 1997, volume 1997 R, numéro 577. (Madame Pierrette veuve MULLER, donatrice, interviendra ci-après à l'effet de renoncer aux charges et interdictions de la donation du 23 octobre 1987).

Passif attaché aux apports immobiliers

Madame Roselyne JACQUOT apporte le passif ci-après énuméré grevant ses apports et pris en charge par l'EARL qui s'engage à le rembourser aux lieu et place de Mme JACQUOT consistant aux soldes restant dus sur CINQ PRETS consentis par le CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES dont la désignation suit :

D J J/=J

P M R J

Objet	Date du prêt	N° de prêt	Capital initial	Taux	Durée	Capital restant dû au 10/05/2010
construction 1ére partie du hangar	24/07/02	57043566802	15.388 €	5,30 %	96 mois	587,70 €
construction 2ème partie du hangar	04/08/03	57043566810	14.500 €	4,30 %	12 ans	9984,78 €
Mise aux normes	19/07/06	63010667262	50.000 €	4,00 %	140 mois	41162,52 €
Mise aux normes	30/06/06	63010667273	24.000 €	variable	140 mois	19667,00 €
construction bâtiment	29/06/07	63015500308	34.300 €	4,50 %	144 mois	29764,09 €
				Total		101166,09€
				Arrondi à		**101166,00€**

APPORTS IMMOBILIERS ..... **155.031 €**
PASSIF PRIS EN CHARGE ..... **101.166 €**
APPORTS IMMOBILIERS NETS ..... **53.865 €**

Apports mobilier – matériel –

Madame Roselyne JACQUOT apporte à la société les éléments mobiliers dépendant de la communauté existant entre elle et Monsieur Jean-François JACQUOT, son époux, dont la liste descriptive et estimative est ci-après énoncée :

Nature du matériel	estimation en euros
Moto Pompe	Mémoire
Broyeur	20
Godet	20
Chargeur sur tracteur SAM	100
Rabot Desvoys	Mémoire
Epandeur	50
Semoir engrais	Mémoire
Benne 5 T	100
Benne 5 T	100
Désileuse	Mémoire
Remorque 4 T	20
Plateau 4 T	20
Semoir Amazone 3	700
Herse rotative	800
Distributeur engrais	1000
Fourche à fumier	Mémoire
Remorque foin	500
Pic Balle	50
Chauffe eau	Mémoire
Bétaillère	1000
Ratelier	20
Tank à lait	150
Benne Duchesne 9 tonnes	2000
Pulvérisateur Bertrand 1000 litres	2500
Vis à Grain	100
Tubulaire (Cornadis)	Mémoire
Scie à colza	Mémoire

R J D J

Compresseur	50
Aplatisseur à grains	100
Charrue Kneverland	20
Moissonneuse new holland	Mémoire
Mélangeuse Audureau	Mémoire
Charrue Huard	20
Malaxeur	Mémoire
Chauffe eau 300 litres	Mémoire
Charrue Brabant Naud 4 Corps	1500
1/3 bétonnière	200
Nettoyeur haute pression	100
Tronçonneuse	100
Générateur Air Chaud	200
Rabot	200
Tracteur Same	200
Tracteur MF 140	200
Tracteur Tiger 51 x 105	500
Pelleteuse	1000
Tracteur Deutz 45	1000
Tracteur MF 298	200
Tracteur Same 105	500
Tracteur Same Tiger Six 105	500
Tracteur Same	400
Tracteur Same Silver	13500
Faucheuse	Mémoire
Presse Supertino X 2	3000
Moissonneuse	Mémoire
Faneur	Mémoire
Girofaneur Kuhn	Mémoire
Presse MF124 + Groupeur	25
Andaineur	Mémoire
Faucheuse Kuhn FC243	3000
Andaineur Kuhn GA 4121	1000
Faneuse Fella TH800	1000
Andaineur Fella TS455	500
Tracteur Sam Silver 100,63 + chargeur	22000
Presse John Deer 580	5000
Total	**65565**

Passif attaché aux apports mobiliers

Madame Roselyne JACQUOT apporte le passif ci-après énuméré grevant ses apports mobiliers et pris en charge par l'EARL qui s'engage à le rembourser aux lieu et place de Madame JACQUOT consistant aux soldes restant dus sur TROIS PRETS consentis par le CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES dont la désignation suit :

D J J F J

R J

P M

Objet	Date du prêt	N° de prêt	Capital initial	Taux	Durée	Capital restant dû au 10/05/10
Matériel	23/07/04	63001147620	7.000 €	4,40 %	84 mois	2219,58
Tracteur Sam Silver	01/10/2007	63017475922	17500 €	3,98 %	72 mois	12115,62
Mesure d'urgence	23/12/2009	63039817259	20000 €	2,75 %	5 ans	20000,00
				Total		34335,20
				Arrondi à		**34335,00**

APPORTS MOBILIERS ..... 65.565 €
PASSIF PRIS EN CHARGE ..... 34.335 €
APPORTS MOBILIERS NETS ..... 31.230 €

_Déclaration de l'apporteur - intervention du conjoint Rémunération des apports Application de l'article 1832-2 du Code civil

Aux présentes est à l'instant intervenu :

Monsieur Jean-françois Robert JACQUOT, époux de Madame Roselyne Rose-Marie MULLER, demeurant à JUBAINVILLE (88300) 1 Ferme de la Tuilerie.

Né à RAMECOURT (88500) le 18 juin 1959.

Marié sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de JUBAINVILLE (88630), le 16 avril 1983.

Ce régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommé "LE CONJOINT"

Lequel CONJOINT reconnaît qu'il a été averti du projet de constitution de la présente Société et de la possibilité qui lui est donnée par l'article 1832-2 du Code civil, d'entrer personnellement dans ladite société, en qualité d'associé.

Mais qu'il déclare qu'il ne veut pas user de la faculté qui lui est ainsi offerte et qu'il renonce expressément à revendiquer la qualité d'associé dans la société actuellement en cours de constitution et par conséquence dispense Madame Roselyne JACQUOT de la notification de l'article 1832-2 du Code Civil.

En conséquence, les parts qui seront ci-après créées, en rémunération des apports mobiliers de Madame Roselyne JACQUOT lui seront attribuées en totalité, mais elles dépendront néanmoins de la communauté de biens existant entre eux.

Conditions et déclarations concernant les apports en nature de Madame Roselyne JACQUOT

. Propriété-Jouissance.

La société sera propriétaire des éléments de l'exploitation apportés et titulaire de tous les droits y attachés à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Elle en a eu la jouissance rétroactivement à compter du 10 mai 2010.

Il est expressément convenu que tous les biens de l'exploitation seront repris par la Société à compter du 10 mai 2010.

. Charges et Conditions.

L'apport des éléments d'exploitation agricole ci-dessus énoncés est consenti et accepté aux charges et conditions ordinaires et de droit en la matière, modifiées ou complétées comme indiqué ci-après :

- La société prendra tous les éléments de l'exploitation agricole présentement apportés dans l'état où ils se trouvent actuellement, sans pouvoir exercer aucun recours contre l'apporteur pour quelque cause que ce soit, notamment pour mauvais

RJ DJ
D M JFJ

état, défaut d'entretien, vétusté, vices apparents ou cachés inconnus de l'apporteur, vices rédhibitoires, perte totale ou partielle des récoltes par cas fortuits prévus ou imprévus.

- La société acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts et taxes de toute nature auxquels les éléments d'exploitation agricole apportés sont ou pourront être assujettis et elle satisfera en outre à toutes les charges auxquelles l'apporteur était tenu à l'égard de ces mêmes éléments.

L'apporteur conservera à sa charge les impôts sur les bénéfices dus au titre de son exploitation jusqu'au 10 mai 2010, ainsi que les impôts dus sur les plus-values pouvant résulter du présent apport.

- Afin que l'apporteur, qui est assujetti à la TVA pour toutes ces activités découlant de l'exploitation agricole dont dépendent les éléments présentement apportés, soit dispensé de procéder aux régularisations de déduction qu'il est tenu d'effectuer, la société devra les réaliser ultérieurement comme l'apporteur aurait pu le faire lui-même s'il avait continué son exploitation.

- La société fera son affaire personnelle, de manière que l'apporteur ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de la continuation ou de la résiliation de toutes polices d'assurances contre les risques d'incendie, de grêle, d'accident, de vol et autres pouvant concernant les éléments d'exploitation agricole apportés et qui ont pu être souscrits par l'apporteur.

- La société fera son affaire personnelle, sans recours contre l'apporteur, à compter du jour de son entrée en jouissance, de l'exécution ou de la résiliation de tous abonnements ou contrats ayant pu être contractés par l'apporteur pour la fourniture de l'eau, du gaz et de l'électricité, ou autres services.

- Les éléments présentement apportés comprenant du matériel assujetti à immatriculation, l'apporteur s'oblige à fournir tous certificats de vente et de non-inscription du gage de manière que la société puisse faire opérer les mutations de carte d'immatriculation à son nom, sans difficulté.

- La société fera son affaire personnelle des contrats de travail des salariés travaillant actuellement dans l'exploitation de l'apporteur, s'il en existe. Dans l'affirmative, elle pourra soit les conserver, soit les licencier, à charge dans ce cas de respecter toutes les lois ou accords sociaux applicables et de supporter toutes les indemnités de licenciement éventuellement exigibles.

L'apporteur atteste savoir :

- La société reprend à sa charge, pour la durée qui reste à courir, l'ensemble des engagements contractés par l'apporteur pour les biens apportés. Elle s'engage à requérir tout agrément rendu nécessaire pour la reprise de ces engagements. Elle reste garante envers l'apporteur du maintien des primes versées à celui-ci pour la période antérieure à l'apport au cas de remise en cause pour des faits postérieurs à cet apport.

. Déclarations.

L'apporteur fait les déclarations suivantes :

- Il n'existe de son chef aucun obstacle, ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des éléments d'exploitation agricole présentement apportés.

- Il n'a pas constitué de warrant agricole ou d'autres sûretés réelles sur les éléments d'exploitation agricole apportés.

- Il n'a pas consenti de gage sur les véhicules et tracteurs pouvant être compris dans le présent apport.

- Il est informé des dispositions fiscales relatives à l'imposition des profits et plus-values.

- Il a connaissance des dispositions de l'article L.411-74 du Code rural sanctionnant civilement et pénalement le versement des sommes injustifiées ou l'évaluation excessive de biens mobiliers lors d'un changement d'exploitant.

. Safer.

Les présentes ont été notifiées à la SAFER ainsi qu'il résulte d'un exemplaire de cette notification demeuré joint et annexé après mention.

P/M DJ RJ JFJ

Toutefois, les immeubles présentement apportés à l'EARL DE L'ANGELINE sont exempte du droit de préemption de la « SAFER », comme entrant dans les prévisions d'exclusion dudit droit.

Conformément aux dispositions de l'article 7 du décret n° 62-1235 du 20 Octobre 1962, la présente aliénation a été déclarée à la « SAFER » dont une copie certifiée conforme est demeuré ci-annexé après mention.

. Mode d'évaluation.

L'estimation de chacun des biens en nature apportés ci-dessus a été effectuée conformément au rapport établi par le commissaire aux apports, Monsieur Jean THOMAS, Géomètre-expert honoraire et expert agricole et Foncier, domicilié à VITTEL (Vosges), expert près le Tribunal de Grande Instance d' EPINAL et régulièrement inscrit.

Un exemplaire de ce rapport en date du 28 avril 2010 est annexé aux présentes.

II - APPORT PAR MONSIEUR DAMIEN JACQUOT

Apports de cheptel–

Monsieur Damien JACQUOT apporte à la société le cheptel vif composé des animaux dont la liste descriptive et estimative est ci-après énoncée :

Animaux	Prix unitaire	Nb	Total/catégorie
Vaches laitières	750	45	33750
Génisses + 2ans	600	13	7800
Génisses 1-2 ans	450	20	9000
Génisses – 1an	200	19	3800
Veaux	100	1	100
Veaux	150	3	450
Taurillon - 1 an	350	22	7700
Taurillon 1-2 ans	900	4	3600
Total bovins lait		**127**	**66200**

Animaux	Prix unitaire	Nb	Total/catégorie
Vaches allaitantes	750	17	12750
Génisses + 2 ans	600	8	4800
Génisses 1-2 ans	450	7	3150
Broutades	200	6	1200
Broutards	350	12	4200
Mâles 1-2	900	3	2700
Total bovins viande		**53**	**28800**

TOTAL bovins lait ..... 66.200 €
TOTAL bovins viande ..... 28.800 €
APPORTS NETS ..... 95.000 €

Conditions et déclarations concernant les apports en nature de Monsieur Damien JACQUOT

Propriété-Jouissance.

La société sera propriétaire des éléments de l'exploitation apportés et titulaire de tous les droits y attachés à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Elle en a eu la jouissance rétroactivement à compter du 10 mai 2010.

RJ DJ
JFJ PM

Il est expressément convenu que tous les biens de l'exploitation seront repris par la Société à compter du 10 mai 2010.

. **Mode d'évaluation.**

L'estimation de chacun des biens en nature apportés ci-dessus par Monsieur Damien JACQUOT a été effectuée au vu d'un rapport établi par Monsieur Jean THOMAS, Géomètre-expert honoraire et expert agricole et Foncier, domicilié à VITTEL (Vosges), expert près le Tribunal de Grande Instance d' EPINAL et régulièrement inscrit.

Un exemplaire de ce rapport en date du 28 avril 2010 est annexé aux présentes. (Annexe numéro 1 susvisé).

Déclarations

L'apporteur déclare :

Qu'il n'existe de son chef aucun obstacle ni aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des éléments d'exploitation ~~viticole~~ présentement apportés.

Qu'il n'a pas consenti de gage sur les véhicules et tracteurs compris dans le présent apport.

Le notaire soussigné a donné connaissance aux comparants des dispositions de l'article L 411-74 du Code rural sanctionnant civilement et pénalement le versement de somme injustifiée ou l'évaluation excessive de biens mobiliers lors d'un changement d'exploitant.

Récapitulation des apports

Les apports en nature par Madame Roselyne JACQUOT s'élèvent à QUATRE-VINGT CINQ MILLE QUATRE-VINGT DIX EUROS (85.090,00 EUR).

Les apports en nature par Monsieur Damien JACQUOT s'élèvent à QUATRE-VINGT QUINZE MILLE EUROS (95.000,00 EUR).

Le montant total des apports s'élève à CENT QUATRE-VINGT MILLE QUATRE-VINGT DIX EUROS (180.090,00 EUR), égal au montant du capital social.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Par suite des apports effectués ci-dessus, le capital social initial est fixé à la somme de **CENT QUATRE-VINGT MILLE QUATRE-VINGT DIX EUROS (180.090,00 EUR).**

Il correspond au montant total des apports nets effectués aux présentes.

Il est réparti, ainsi qu'il sera indiqué ci-après, à l'article 8, entre les apporteurs, ci-dessus nommés, prénommés, qualifiés et domiciliés. Il est en outre précisé que Madame Roselyne JACQUOT et Monsieur Damien JACQUOT sont associés exploitants et détiennent ensemble plus de 50 % du capital social.

Au cours de la vie sociale, le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi. Il doit toujours être divisé en parts sociales d'une même valeur nominale.

Sa réduction à un montant inférieur au minimum légal doit être suivie, dans un délai d'un an, d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce minimum, à moins que, dans le même délai, la société n'ait été transformée en une société d'une autre forme ; à défaut, tout intéressé peut demander en justice sa dissolution après avoir mis les représentants de l'EARL en demeure de régulariser la situation.

Plus de la moitié des parts composant le capital social doit être détenue par un ou plusieurs "associés exploitants", c'est-à-dire participant effectivement à l'exploitation au sens de l'article L.411-59 du Code rural.

DJ PM RJ JJ

- JUBAINVILLE : parcelle cadastrée section AD numéro 98 pour une contenance totale de 94a 14ca issue de la division de la parcelle cadastrée section AD numéro 89

Lesdits immeubles présentement apportés aux présentes à l'EARL DE L'ANGELINE.

Ladite réserve du droit d'usage et d'habitation a été stipulé à son profit en l'acte du 23 octobre 1987, susanalysé, dont une expédition a été publiée au bureau des hypothèques d'EPINAL (Vosges) le 18 novembre 1987, volume 9144, numéro 20 et repris dans le procès-verbal de remembrement de la commune de SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE et JUBAINVILLE publié au bureau des hypothèques d'EPINAL (Vosges) le 18 avril 1997, volume 1997 R, numéro 577 sur l'intégralité des immeubles attachés à Madame Roselyne JACQUOT à concurrence des 25.213/154.427èmes.

Madame Pierrette MULLER déclare que le droit d'habitation dont s'agit ne présente pas à son égard de caractère alimentaire.

Par conséquent, la réserve du droit d'usage et d'habitation au profit de Madame MULLER stipulée en l'acte du 23 octobre 1987 existe toujours en ce qui concerne les autres immeubles.

Intervention de Madame Roselyne JACQUOT, présentement apporteur

Mme ~~Monsieur~~ Roselyne JACQUOT, susnommée, propriétaire de l'immeuble objet de la renonciation, déclare accepter cette renonciation et reconnaît être en possession dudit immeuble dont il a été constaté le bon état d'entretien.

Publicité foncière :

La présente renonciation sera publiée au Bureau Des Hypothèques d'EPINAL (Vosges).

Pour le calcul du salaire du conservateur la présente renonciation est évaluée à QUATRE MILLE CINQ CENT CINQUANTE SIX EUROS (4.556 €).

F/ SITUATION HYPOTHECAIRE

L'apporteur déclare que l'immeuble ci-dessus apporté est libre de toute inscription de privilège ou d'hypothèque conventionnelle, judiciaire ou légale à l'exception des inscriptions suivantes :

Concernant la parcelle YK numéro 7 :

- Hypothèque conventionnelle prise au bureau des hypothèques d'EPINAL (Vosges) le 13 juin 2007, volume 2007 V, numéro 1532 au profit de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL ALSACE VOSGES pour sureté de la somme en principal de TRENTE QUATRE MILLE TROIS CENT EUROS (34.300 €) ayant effet jusqu'au 30 décembre 2020.

G / DISPENSE DE CERTIFICAT D'URBANISME

Les parties ont dispensé le notaire soussigné de requérir un certificat d'urbanisme, les associés de l'EARL ayant déclaré parfaitement connaître le bien apporté et avoir pris eux-mêmes auprès des services compétents, tous renseignements concernant les règles d'urbanisme s'appliquant à l'immeuble et le déchargent de toute responsabilité à cet égard.

ARTICLE 28 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte et des formalités y afférentes, les comparants font élection de domicile en l'Etude du notaire soussigné jusqu'à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, puis après immatriculation, les parties font élection de domicile au siège social de la Société.

RJ DJ

PM JFJ

ARTICLE 29 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés aux porteurs d'expéditions, originaux, copies ou extraits certifiés conformes des présents statuts en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

ARTICLE 30 - CONTESTATION - ELECTION DE DOMICILE.

Toute contestation qui pourrait s'élever entre les associés pendant la durée de la société ou lors de la liquidation, concernant les affaires sociales, sera soumise à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège sociale.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège de la société.

En cas d'associé unique, ces dispositions ne sont pas applicables.

ARTICLE 31 - CARACTERE AUTHENTIQUE DES ANNEXES

Toutes les annexes sus-relatées ont été portées à la connaissance des parties et sont revêtues d'une mention d'annexe signée par le Notaire. Elles ont le caractère authentique comme faisant partie intégrante de la minute.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

Conformément à l'article 32 de la loi n°78-17 «Informatique et Libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, l'office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, l'Office est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques aux fins de publicité foncière des actes de vente et à des fins foncières, comptables et fiscales. Chaque partie peut exercer ses droits d'accès et de rectification aux données la concernant auprès de l'ADSN : service Correspondant à la Protection des Données, 95 avenue des Logissons 13107 VENELLES cpd-adsn@notaires.fr, 0820.845.988. Pour les seuls actes relatifs aux mutations immobilières, certaines données sur le bien et son prix, sauf opposition de la part d'une partie auprès de l'Office, seront transcrites dans une base de données immobilières à des fins statistiques.

DONT ACTE sur TRENTE pages
Comprenant
RENVOIS : trois

- Page 1 : - renvoi 1 : Robert./.
  - renvoi 2 : Jean Pierre./.

- Page 27 : Indépendamment de ces divisions, le document d'arpentage constate également la division de la parcelle sise à JUBAINVILLE, cadastrée section **AD** n° **90** pour une contenance de 1 ha 66a 85ca, en deux nouvelles parcelles cadastrées :
  - section **AD** n° **100** pour 35a 82ca,
  - section **AD** n° **101** pour 1ha 31a 03ca,

Dépendant de la communauté existant entre M. Jean-François Robert JACQUOT et Mme Roselyne Rose-Marie MULLER, son épouse, sus-nommés.

Effet relatif : Procès-verbal de remembrement publié au bureau des hypothèques d'Epinal le 18 avril 1997 volume 1997 R numéro 576./.

RJ DJ PM TET

Paraphes

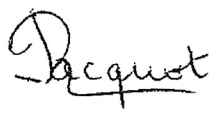
- renvoi approuvé : 3
- blanc barré : 2
- ligne entière rayée : 2
- nombre rayé : 0
- mot rayé : 2

DJ RJ JFJ

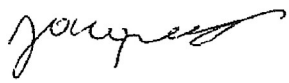
Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

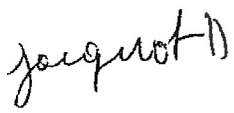
Mme Roselyne JACQUOT :



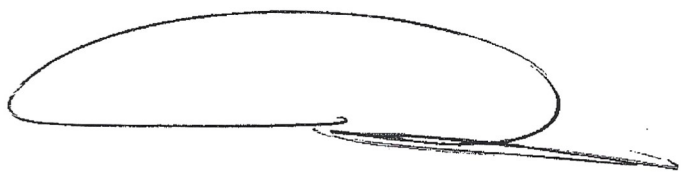
M. Jean-François JACQUOT :



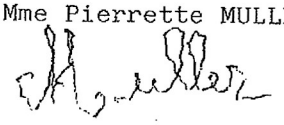
M. Damien JACQUOT :



Maître BALANCY-BAZELAIRE :



Mme Pierrette MULLER :



EXPLOITATION AGRICOLE

A RESPONSABILITÈ LIMITÈE

EARL DE L'ANGELINE

JACQUOT Damien
Et
JACQUOT Roselyne

88630JUBAINVILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Annexé à la minute d'un acte
reçu par le Notaire associé
soussigné, le 26 AOUT 2016

Jean THOMAS
Géomètre expert honoraire
Expert agricole et foncier
à VITTEL

Section 1

DÈSIGNATION DES APPORTS

APPORTS IMMOBILIERS :

Bâtiments et foncier bâti	**155 031€**
Un ensemble de bâtiments sis sur les parcelles: ZK 28 De 3ha52a39 à SOULOSSE SOUS SAINT ELOPHE et AD 98 de 0ha94a14 à JUBAINVILLE	8 000.00
Bâtiment à usage de stockage en pierre, couverture tôle de 700m² (parcelle ZK28)	5 000.00
Silo (parcelle ZK28)	5 000.00
Fosse à lisier de 500m3	28 900.00
Bâtiment de stockage en cours de construction (parcelle ZK28)	28 931.00
Bâtiment à usage de stabulation de 1850m² avec fumière couverte de 670m², salle de traite et accessoires (parcelles ZK 28 et AD 98)	79 200.00

APPORTS MOBILIERS:

Matériel	**65 565€**
Moto-pompe	pm
Broyeur	20
Godet	20
Chargeur sur tracteur SAM	100
Rabot Desvoys	pm
Epandeur	50
Semoir engrais	pm
Benne 5t	100
Benne 5t	100
Désileuse	pm
Remorque 4t	20
Plateau 4t	20
Semoir Amazone 3	700
Herse rotative	800
Distributeur engrais	1000
Fourche à fumier	pm
Remorque foin	500
Pic balle	50
Chauffe eau	pm
Bétaillère	1000
Ratelier	20
Tank à lait	150
Benne Duchesse 9T	2000
~~Pulvérisateur 1000L Berthond~~	2500
Vis à grains	100
Tubulaire (cornadis)	pm
Scie à colza	pm
compresseur	50
Aplatisseur à grains	100
Charrue Kneverland	20
Moissonneuse New Holland	pm

Mélangeuse Audureau	pm
Charrue Huard	20
Malaxeur	pm
Chauffe eau 300L	pm
Charrue brabant 4 corps Naud	1500
1/3 bétonnière	200
Nettoyeur haute pression	100
Tronçonneuse	100
Générateur air chaud	200
Rabot	200
Tracteur Same	500
Tracteur MF 140	200
Tracteur Tiger 51x105	500
pelleteuse	1000
Tracteur Deutz 45	1000
Tracteur MF 298	200
Tracteur Same 105	500
Tracteur Same Tiger Six 105	500
Tracteur Same	400
Tracteur Same Silver	13 500
Faucheuse	pm
Presse Supertino x 2	3000
Moissonneuse	pm
Faneur	pm
Girofaneur Kuhn	pm
Presse MF124 + groupeur	25
Andaineur	pm
Faucheuse Kuhn FC243	3000
Andaineur Kuhn GA 4121	1000
Faneuse Fella th800	1000
Andaineur Fella ts455	500
Tracteur Same Silver100.63 et chargeur	22000
Presse John Deer 580	5000

CHEPTEL:				**95 000**
Animaux	**Prix unitaire**	**Nb**	**Total/catégorie**	**total**
Bovins lait		**127**		**66 200**
Vaches laitières	750	45	33750	
Génisses +2ans	600	13	7800	
Génisses entre 1 et 2ans	450	20	9000	
Génisses –1an	200	19	3800	
Veaux	100	1	100	
Veaux	150	3	450	
Taurillons –1an	350	22	7700	
Taurillons entre 1 et 2ans	900	4	3600	
Bovins viande		**53**		**28 800**
Vaches allaitantes	750	17	12750	

Génisses +2ans	600	8	4800	
Génisses entre 1 et 2ans	450	7	3150	
Broutardes	200	6	1200	
Broutards	350	12	4200	
Mâles entre 1 et 2ans	900	3	2700	

Section 2

RECAPITULATION DES APPORTS

TOTAL DES APPORTS IMMOBILIERS :		**155 031€**
TOTAL DES APPORTS MOBILIERS :		
	Matériel:	**65 565€**
	Cheptel:	**95 000€**
TOTAL DES APPORTS:		315 596€

Section 3

VERIFICATIONS EFFECTUÈES

Je me suis rendu sur place et j'ai vérifié l'existence des bâtiments, des installations, du matériel et sa valeur résiduelle.

Section 4

Je n'ai aucune observation à formuler sur la valeur globale des apports décrits ci-dessus dont la valeur brute s'élève à la somme de:
TROIS CENT QUINZE MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT SEIZE EUROS (315 596€)

Fait à Vittel le 28 avril 2010

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

GÉORISQUES

Rapport de risques

Commune recherchée :

SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Ce rapport de risques est délivré à titre informatif.
Il a pour but de vous montrer une vision simplifiée des risques naturels et technologiques situés près de chez vous.

Vous pouvez consulter nos conditions d'utilisation sur :
georisques.gouv.fr/cgu

5 Risques naturels identifiés :

INONDATION	sur ma commune : EXISTANT
SÉISME	sur ma commune : FAIBLE
MOUVEMENTS DE TERRAIN	sur ma commune : EXISTANT
RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES	sur ma commune : MODÉRÉ
RADON	sur ma commune : FAIBLE

1 Risque technologique identifié :

POLLUTION DES SOLS	sur ma commune : CONCERNÉ

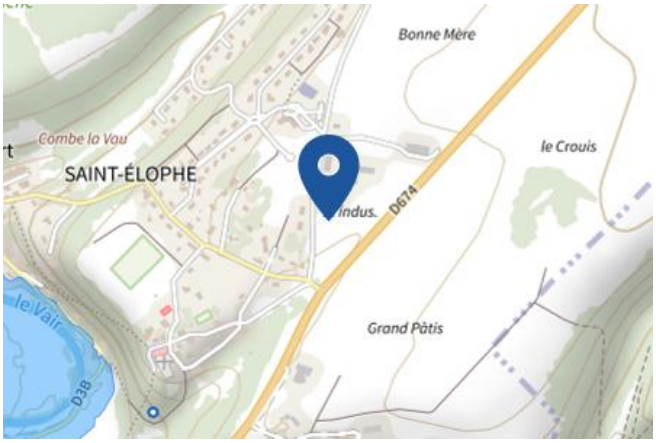
Risque d'inondation sur SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Risque sur la commune EXISTANT

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau.

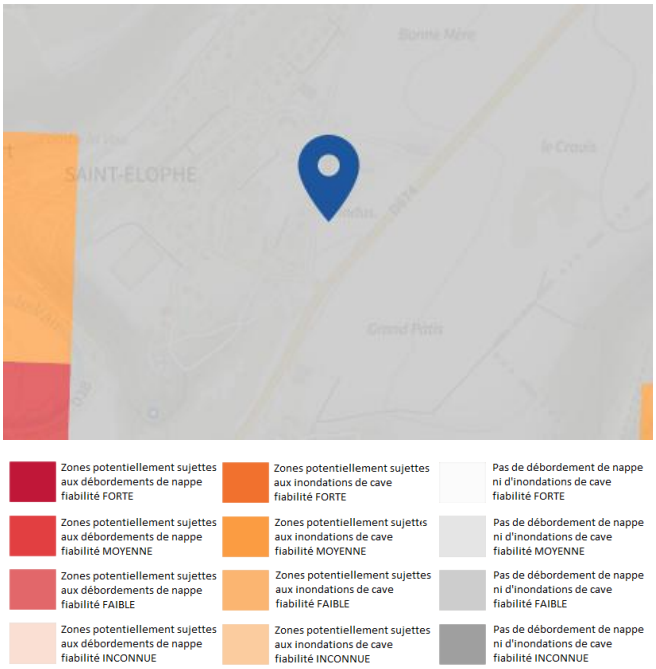
Les types de risques d'inondation sur ma commune

- Par une crue à débordement lent de cours d'eau
  On parle de « crue lente de plaine » lorsqu'un fleuve ou une rivière sort lentement de son lit et envahit les terrains alentours. Il s'agit d'inondations relativement longues, qui peuvent persister plusieurs jours, voire semaines.



Zone à risque entrainant une servitude d'utilité publique

Risques liés aux remontées de nappe



Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité FORTE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité FORTE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité FORTE
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité MOYENNE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité MOYENNE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité MOYENNE
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité FAIBLE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité FAIBLE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité FAIBLE
Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe fiabilité INCONNUE	Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave fiabilité INCONNUE	Pas de débordement de nappe ni d'inondations de cave fiabilité INCONNUE

Risque d'inondation sur SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Informations détaillées :

PPR : PPRNi_VAIR

Le plan de prévention des risques naturel (PPR) de type Inondation nommé PPRNi_VAIR a été approuvé sur votre commune.
Date de prescription : 31/10/2018
Date d'approbation : 28/01/2020
Le PPR couvre les aléas suivant :
Inondation
Par une crue à débordement lent de cours d'eau
Le plan de prévention des risques est un document réalisé par l'État qui interdit de construire dans les zones les plus exposés et encadre les constructions dans les autres zones exposés.

REMONTÉE DE NAPPES :

Vous êtes situé dans une zone où il y a de fortes probabilités d'observer des débordements par remontée de nappe, ou au moins des inondations de cave.
- Votre niveau d'exposition est : Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe.
- L'indication de fiabilité associé à votre zone est : FAIBLE

AZI : Vair(Zones Inondées)

L'atlas des zones inondables (AZI) vise à faciliter la connaissance des risques d'inondations par les collectivités territoriales, les services de l'État et le public.

4 inondations classées en catastrophe naturelle dans ma commune :

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle".

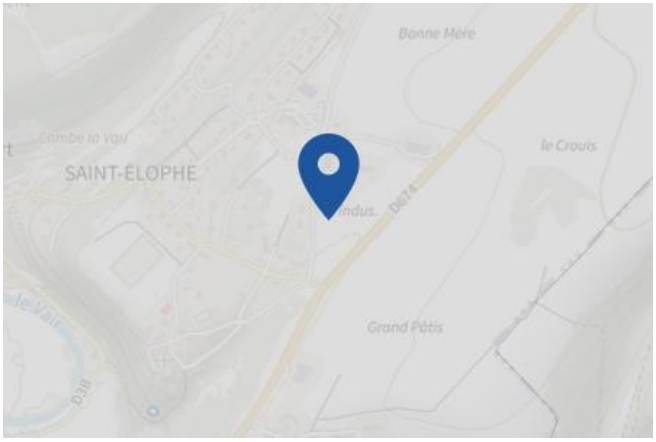
Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE0200119A	Inondations et/ou Coulées de Boue	29/12/2001	28/03/2002
INTE9900627A	Mouvement de Terrain	25/12/1999	30/12/1999
INTE9900216A	Inondations et/ou Coulées de Boue	09/03/1999	05/06/1999
NOR19830516	Inondations et/ou Coulées de Boue	01/04/1983	18/05/1983

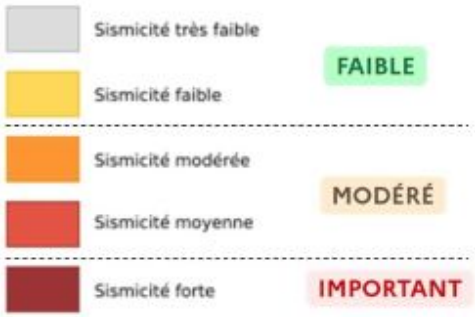
Risque de séisme sur SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Risque sur la commune FAIBLE

Les tremblements de terre naissent généralement dans les profondeurs de l'écorce terrestre et causent des secousses plus ou moins violentes à la surface du sol. Généralement engendrés par la reprise d'un mouvement tectonique le long d'une faille, ils peuvent avoir pour conséquence d'autres phénomènes : mouvements de terrain, raz de marée, liquéfaction des sols (perte de portance), effet hydrologique.

Certains sites, en fonction de leur relief et de la nature du sol, peuvent amplifier les mouvements créés par le séisme. On parle alors d'effet de site. On caractérise un séisme par sa magnitude (énergie libérée) et son intensité (effets observés ou ressentis par l'homme, ampleurs des dégâts aux constructions).





Informations détaillées :

SÉISME : Échelle règlementaire et obligations associées

Sur l'échelle règlementaire, à votre adresse, le risque sismique est de **1/5**.
Pour votre sécurité, à partir d'un risque de niveau 2, des obligations en cas de travaux ou de construction sont liées à prévenir votre risque sismique.

Risque de mouvements de terrain sur SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Risque sur la commune EXISTANT

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol.
Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes.
Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour).
Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.



Informations détaillées :

DDRM : DDRM88

Dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé votre commune à risque pour les aléas et sous aléas :
Mouvement de terrain
Tassements différentiels

1 Mouvements de terrain classés en catastrophe naturelle dans ma commune :

Une CATNAT est une Catastrophe Naturelle, liée à un phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables. Lorsqu'une catastrophe naturelle frappe un territoire, on dit que "le territoire est en état de catastrophe naturelle".

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
INTE9900627A	Mouvement de Terrain	25/12/1999	30/12/1999

Risque de retrait gonflement des argiles sur SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Risque sur la commune MODÉRÉ

Les sols qui contiennent de l'argile gonflent en présence d'eau (saison des pluies) et se tassent en saison sèche. Ces mouvements de gonflement et de rétractation du sol peuvent endommager les bâtiments (fissuration). Les maisons individuelles qui n'ont pas été conçues pour résister aux mouvements des sols argileux peuvent être significativement endommagées. C'est pourquoi le phénomène de retrait et de gonflement des argiles est considéré comme un risque naturel. Le changement climatique, avec l'aggravation des périodes de sécheresse, augmente ce risque.



Informations détaillées :

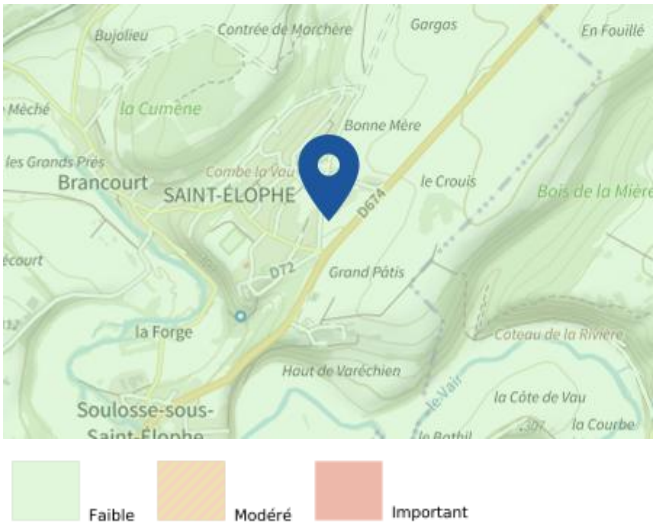
RGA : Échelle règlementaire et obligations associées

Sur l'échelle règlementaire, à votre adresse, le risque de gonflement des argiles et de **2/3**.
Pour votre sécurité, des obligations en cas de travaux ou de construction sont liées à prevenir le risque.

Risque radon sur SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Risque sur la commune FAIBLE

Le radon est un gaz radioactif naturel. Il est présent dans le sol, l'air et l'eau. Il présente principalement un risque sanitaire pour l'homme lorsqu'il s'accumule dans les bâtiments.



Informations détaillées :

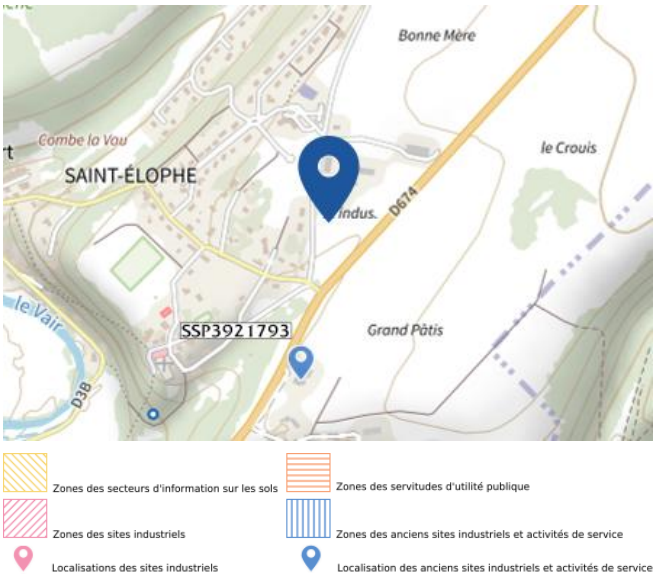
RADON : Potentiel radon faible: recommandation obligations associées

Sur l'échelle règlementaire dans votre commune, le potentiel radon est de **1/3**.
Pour votre sécurité, lorsque le potentiel radon est élevé, il existe des recommandations et une obligation d'informer les acquéreurs ou locataires.

Risque de pollution des sols sur SOULOSSE-SOUS-SAINT-ELOPHE

Risque sur la commune CONCERNÉ

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.



Informations détaillées :

Les tableaux ci-dessous répertorient les sites pollués ou potentiellement pollués ainsi que les anciens sites industriels ou activités de service (base de données CASIAS) sur votre commune. Cliquer sur les liens de la colonne identifiant pour accéder à la fiche

4 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500m

Identifiant	Nom établissement	Etat	Activité principale
SSP3923712	Four à plâtre, ex Haut-fourneau	Indéterminé	
SSP3923711	Carrière de calcaire	Indéterminé	
SSP3921809	Garage, station-service	Indéterminé	
SSP3921793	Garage	Indéterminé	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



QUE FAIRE EN CAS D'...

INONDATION ?

Premier risque naturel en France, les inondations concernent une très grande majorité des territoires français.

Avant une inondation

- **RENSEIGNEZ-VOUS auprès de la mairie** sur le type d'inondation qui vous concerne et les mesures de protection (lieux d'hébergement en cas d'évacuation, etc.)
- **FAITES RÉALISER un diagnostic** de vulnérabilité de votre maison
- **PRÉPAREZ votre kit d'urgence 72 heures** avec les objets et articles essentiels
- **PRÉVOYEZ les dispositifs de protection à installer :** sacs de sable, barrières amovibles (batardeaux) et le matériel pour surélever les meubles
- **AMÉNAGEZ une zone refuge** à l'étage, avec une ouverture permettant l'évacuation **OU IDENTIFIEZ** un lieu à proximité pour vous réfugier



Quand une inondation est annoncée et que l'eau monte

- **ÉLOIGNEZ-VOUS** des cours d'eau, des berges et des ponts
- **REPORTEZ** tous vos déplacements, que ce soit à pied ou en voiture
- **N'ALLEZ PAS CHERCHER** vos enfants à l'école ou à la crèche : ils y sont en sécurité
- **INFORMEZ-VOUS** sur les sites Météo-France et Vigicrues
- **INSTALLEZ** les dispositifs de protection, sans vous mettre en danger, et placez en hauteur les produits polluants
- **COUPEZ,** si possible, les réseaux de gaz, d'électricité et de chauffage
- **RÉFUGIEZ-VOUS** dans un bâtiment, en hauteur ou à l'étage, avec le kit d'urgence 72 heures
- **NE DESCENDEZ PAS** dans les sous-sols ou les parkings souterrains

Pendant toute la durée de l'inondation



NE PRENEZ PAS VOTRE VOITURE, 30 cm d'eau suffisent à emporter une voiture



ÉVITEZ DE TÉLÉPHONER afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



RESTEZ À L'ABRI, n'évacuez votre domicile que sur ordre des autorités



RESTEZ À L'ÉCOUTE des consignes des autorités

POUR EN SAVOIR PLUS : georisques.gouv.fr

Illustration : Antoine Levesque - CITIZENTHESIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité



QUE FAIRE EN CAS DE...

SÉISME ?

Le séisme est le risque naturel majeur potentiellement le plus meurtrier, tant par ses effets directs (chutes d'objets et effondrement de bâtiments) qu'indirects (mouvements de terrain, tsunami, etc.).

Avant les secousses, préparez-vous

- **REPÉREZ les endroits où vous protéger :** loin des fenêtres, sous un meuble solide
- **FIXEZ les appareils et meubles lourds** pour éviter qu'ils ne soient projetés ou renversés
- **PRÉPAREZ VOTRE KIT D'URGENCE 72H** avec les objets et articles essentiels
- **FAITES RÉALISER UN DIAGNOSTIC de vulnérabilité** de votre bâtiment



Pendant les secousses

- **ABRITEZ-VOUS PRÈS D'UN MUR,** d'une structure porteuse ou sous des meubles solides
- **ELOIGNEZ-VOUS DES FENÊTRES** pour éviter les bris de verre
- Si vous êtes en rez-de-chaussée ou à proximité d'une sortie, **ÉLOIGNEZ-VOUS DU BÂTIMENT**
- **NE RESTEZ PAS PRÈS DES LIGNES ÉLECTRIQUES** ou d'ouvrages qui pourraient s'effondrer (ponts, corniches, ...)
- **EN VOITURE, NE SORTEZ PAS** et arrêtez-vous à distance des bâtiments
- **RESTEZ ATTENTIF :** après une première secousse, il peut y avoir des répliques



Après les secousses



SORTEZ DU BÂTIMENT, évacuez par les escaliers et éloignez-vous de ce qui pourrait s'effondrer



ELOIGNEZ-VOUS DES CÔTES et rejoignez les hauteurs : un séisme peut provoquer un tsunami



EVITEZ DE TÉLÉPHONER afin de laisser les réseaux disponibles pour les secours



RESTEZ À L'ÉCOUTE des consignes des autorités

POUR EN SAVOIR PLUS : georisques.gouv.fr

© Illustration : Antoine Levesque - CITIZEN PRESS